

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE



E/CN.14/255
E/CN.14/CAS.3/22
22 Novembre 1963

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Sixième session
Addis-Abéba, 19 février-3 mars 1963
Point 5 de l'ordre du jour provisoire

RAPPORT DE LA TROISIEME CONFERENCE DES STATISTICIENS AFRICAINS

TABLE DES MATIERES

| | <u>Paragraphes</u> |
|---|--------------------|
| Introduction..... | 1 - 8 |
| Questions découlant des délibérations de la Commission économique pour l'Afrique et de la Commission de statistique des Nations Unies..... | 9 - 19 |
| Rapports de situation par pays..... | 20 - 25 |
| Installations, services et besoins de formation..... | 26 - 44 |
| Assistance technique fournie par la CEA, le Siège de l'ONU et les institutions spécialisées, pour contribuer à l'évolution des activités statistiques en Afrique..... | 45 - 47 |
| Evolution de la statistique dans ses rapports avec la planification..... | 48 - 76 |
| Statistiques démographiques..... | 77 - 83 |
| Statistiques agricoles..... | 84 - 86 |
| Statistique du travail..... | 87 - 93 |
| Statistiques industrielles..... | 94 - 96 |
| Statistique du commerce..... | 97 - 102 |
| Enquêtes sur les ménages (y compris les enquêtes sur la consommation)..... | 103 - 113 |
| Comptabilité nationale..... | 114 - 123 |
| Traitement de l'information : les moyens et les problèmes..... | 124 - 128 |
| Programme de travail..... | 129 - 143 |
| Questions diverses..... | 144 - 148 |

ANNEXES

- I. Liste des participants
- II. Ordre du jour
- III. Liste de documents
- IV. Rapport du groupe de travail de la classification du personnel des services de statistique
- V. Allocution de bienvenue de S.E. Lidj. Endalkatechew Makonnen, Ministre du commerce et de l'industrie du Gouvernement impérial éthiopien à la séance d'ouverture, le 2 octobre 1963.
- VI. Déclaration de M. R.K.A. Gardiner, Secrétaire exécutif à la séance d'ouverture, le 2 octobre 1963.

INTRODUCTION

1. La troisième Conférence des statisticiens africains s'est réunie à Addis-Abéba du 2 au 11 octobre 1963: y ont participé 42 représentants de 23 gouvernements d'Etats membres et membres associés de la Commission économique pour l'Afrique à savoir le Cameroun, le Congo (Brazzaville), le Congo (Léopoldville), la Côte d'Ivoire, l'Ethiopie, la Fédération de Rhodésie et du Nyassaland, la France, le Ghana, le Kenya, le Libéria, la Libye, Madagascar, le Mali, le Maroc, le Niger, la Nigéria, le Royaume Uni, le Sénégal, le Sierra Leone, la Tunisie, l'Ouganda, la RAU et Zanzibar. Des représentants du Bureau de statistique des Nations Unies et de quatre institutions spécialisées des Nations Unies (OIT, UNESCO, OMS et FAO) ont assisté également à la Conférence; des observateurs des Etats Unis, de l'URSS, de l'UDE, de l'OAMCE et des Communautés européennes étaient aussi présents. On trouvera à l'Annexe I la liste des participants.

2. La Conférence a été ouverte par S.E. Lidj Endalkatchew Makonnen, Ministre du Commerce et de l'Industrie du Gouvernement impérial éthiopien qui a souhaité la bienvenue aux représentants et souligné l'importance des statistiques pour le progrès de l'Afrique, leur utilité pour le développement et la planification économiques. Il a fait valoir que, dans le passé, l'Afrique a souffert du manque de données statistiques sur ses richesses naturelles et son potentiel humain, que les renseignements disponibles ne couvrent souvent que des domaines intéressants particulièrement les tiers alors que l'essentiel des informations et des recherches en ce qui concerne le passé de l'Afrique et ses conditions sociales restent à réunir. Il a mis en évidence la part que des organismes comme la Conférence des statisticiens africains joueront dans la grande oeuvre de la découverte de l'Afrique. Certes, les Nations Unies doivent apporter leur concours par une nouvelle expansion des moyens de formation et par un apport plus ample d'experts et d'équipement mais, comme le Ministre l'a rappelé, leurs efforts doivent s'accompagner de ceux des pays africains eux-mêmes pour que leurs programmes et leurs projets portent tous leurs fruits.

3. Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique a rappelé les grandes lignes des progrès accomplis dans la voie de l'élargissement et de l'amélioration des activités statistiques de la région grâce au stimulant donné par la Conférence depuis sa création en 1959. Les travaux statistiques de la Commission, eux aussi, ont continué à s'amplifier parallèlement à cette expansion des services de statistique des Etats membres. Pour mener ses travaux avec plus d'efficacité, la Section de statistique du secrétariat a été dotée du statut de Division à partir du mois d'août 1962. L'objectif principal de cette Division reste l'assistance aux pays pour porter leur statistiques à un niveau de développement tel que les techniques de planification deviennent applicables et que la documentation statistique puisse servir à la détermination des décisions de principe à prendre dans les domaines économique et social. Le Secrétaire exécutif a indiqué les quatre principales catégories d'activités de la Division, à savoir les services consultatifs régionaux; une participation active à l'assistance technique des Nations Unies en Afrique; l'organisation d'un mécanisme de consultations avec les bureaux de statistique de la région sur des questions telles que les normes statistiques et la méthodologie; un programme intensif de formation par les centres régionaux et nationaux, des cycles d'étude, des tournées d'études et le placement de boursiers.

4. Le Secrétaire exécutif a signalé particulièrement à l'attention des représentants les services existant dans la région pour la formation de statisticiens en soulignant que ces services n'étaient pas à la mesure des besoins futurs. Il a estimé que d'ici à 1970 les pays africains auraient besoin, pour doter convenablement leurs bureaux de statistique, d'au moins 2 000 statisticiens cadre moyen et 750 statisticiens cadre supérieur de plus. Pour que cette augmentation de personnel soit possible il faudrait développer largement les moyens de formation et améliorer dans son ensemble le statut des statisticiens.

5. Le Secrétaire exécutif a souligné le thème principal de la session, à savoir la relation entre le développement des statistiques d'une part, la planification et la coordination entre organisations responsables, d'autre part. Il s'est déclaré certain que les délibérations sur ce sujet important contribueraient à accélérer le développement des statistiques dans les pays africains. Il a rappelé aux représentants que la Commission économique pour l'Afrique, qui doit se réunir à nouveau dans quelques mois, compte sur des recommandations formelles et précises de la Conférence sur les nombreux problèmes de principe que posent les points inscrits à l'ordre du jour.

6. Ato Habtu Eshete (Ethiopie) a été élu Président de la Conférence à l'unanimité. M. J.E. Tandoh (Ghana) et M. Chadli Tarifa (Tunisie) ont été élus Vice-Présidents. Il a été décidé que le Bureau ainsi constitué examinerait, avant sa présentation en séance plénière, le rapport sur les travaux de la Conférence préparé par le secrétariat.

7. La Conférence a adopté l'ordre du jour (E/CN.14/CAS.3/1) qu'on trouvera à l'Annexe II. Il avait été initialement entendu que les points 4, 5, 6, 12, 14, 15 et 16 seraient examinés en séance plénière et les points 7 à 11 et 13 par un Comité auquel tous les pays représentés à la Conférence seraient invités à participer. Toutefois, la Conférence a décidé, par la suite, de ne pas réunir le Comité et de poursuivre ses travaux en séance plénière, aux besoins en tenant des séances de nuit.

La Conférence a accepté également d'inviter les experts et les consultants du Groupe de travail sur la formation du capital, réuni à Addis-Abéba du 9 au 16 octobre, à participer à ses discussions sur le point 12 : comptabilité nationale.

8. On trouvera à l'Annexe III la liste de documents préparés pour la Conférence.

QUESTIONS DECOULANT DES DELIBERATIONS DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR
L'AFRIQUE ET DE LA COMMISSION DE STATISTIQUE DES NATIONS UNIES

9. La Conférence était saisie des deux documents suivants : Questions découlant des quatrième et cinquième sessions de la CEA (E/CN.14/CAS.3/10) et Questions découlant de la douzième session de la Commission de statistique (E/CN.14/CAS.3/6).
10. Le rapport de la Deuxième Conférence des statisticiens africains avait été examiné, à sa quatrième session, par la CEA qui avait adopté à l'unanimité une résolution invitant les membres et membres associés à examiner d'urgence les recommandations de la Conférence.
11. A cette même session avait été adoptée également une résolution concernant la création de bureaux sous-régionaux de la CEA. Pour le moment il a été décidé d'ouvrir deux bureaux, en automne de l'année en cours, l'un à Niamey, l'autre à Tanger. Lorsque ces bureaux fonctionneront, l'une de leurs tâches sera d'assurer la liaison entre la CEA et les gouvernements dans le domaine des statistiques.
12. A sa cinquième session, la Commission a approuvé le programme de travail du secrétariat en matière de statistiques qui porte sur le développement des services nationaux de statistique, l'adaptation des normes statistiques aux conditions africaines et l'adaptation des matériaux statistiques produits aux exigences de la planification nationale du développement.
13. L'opinion a été émise que la diffusion des publications statistiques des organisations internationales parmi les utilisateurs des divers gouvernements pourrait être améliorée. Bien qu'il y ait toujours eu là certains problèmes, on a estimé que, dans l'ensemble, la CEA et le Bureau de statistique des Nations Unies font un effort spécial pour que leurs publications parviennent aussi rapidement que possible aux divers bureaux. Les problèmes qui surgiraient devraient être réglés directement avec les bureaux gouvernementaux intéressés.

14. La Conférence a pris note des décisions adoptées par la Commission de statistique à sa douzième session tenue du 24 avril au 10 mai 1962 et des activités menées par le Bureau de statistique des Nations Unies, en application de ces décisions, qui présentent un intérêt particulier pour ses délibérations et ses propres travaux.

15. La Commission de statistique avait demandé aux organismes et services de statistique internationaux et régionaux d'établir des programmes de travail pour cinq à dix ans, qu'ils lui présenteraient pour observations à sa troisième session dans le dessein d'aboutir à une coordination des activités pour satisfaire les besoins nationaux et internationaux en statistiques pour le développement économique et social. La Commission de statistique avait également demandé une étude spéciale sur les besoins en statistiques pour le développement économique et social, qui préciserait les catégories de renseignements statistiques et leur ordre de priorité, les programmes de formation et les moyens d'établir des systèmes de statistiques répondant aux besoins nationaux. Cette étude devrait élargir et préciser les suggestions de la Commission de statistique sur les séries statistiques de base à l'usage des pays en voie de développement qui sont publiées par le Bureau de statistique des Nations Unies dans Etudes statistiques, Série M. No. 31. La Conférence a constaté que deux des principaux points de l'ordre du jour - les points 5 et 6 - avaient des rapports étroits avec cette étude.

16. La Commission de statistique s'était félicitée de constater que les pays participant au Programme mondial de statistiques industrielles de base de 1963 étaient particulièrement nombreux et elle avait demandé que des directives et une assistance technique soient offertes pour la planification et l'exécution d'enquêtes prévues dans le cadre de ce programme. A cet effet, un Colloque sur les statistiques industrielles, dont le rapport est à l'ordre du jour de la Conférence, a été organisé en Afrique en 1962. Sur la base des recommandations de la Commission de statistique et d'autres éléments, le Bureau de statistique

des Nations Unies a l'intention de préparer un manuel détaillé sur la planification, la couverture et l'exécution des recensements industriels et des enquêtes apparentées. Afin que les gouvernements et autres utilisateurs aient à leur disposition des chiffres comparables sur le secteur industriel de pays à différents degrés de développement, la Commission de statistique avait inclus dans son programme de travail une publication qui élargissait et mettait à jour les statistiques présentées dans la publication "Aperçu de l'expansion industrielle 1938-1958". Le premier volume de cette nouvelle publication qui rassemble dans des chapitres particuliers les chiffres qui sont disponibles sur une centaine de pays pour la période allant de 1938 à 1961, est sous presse.

17. La Commission de statistique avait demandé la publication d'un Supplément à l'Annuaire de statistiques des comptabilités nationales qui, entre autres fonctions, serait, pour les pays où les statistiques sont relativement peu développées, une source d'idées utiles pour l'amélioration de leurs méthodes de comptabilité nationale. Ce Supplément devait être terminé avant la fin de 1963. Comme le Bureau de statistique des Nations Unies ne dispose que de renseignements peu nombreux, le volume ne concernerait qu'un petit nombre de pays africains. Le concours de la Conférence était sollicité pour qu'il soit possible de comprendre un plus grand nombre de pays du continent dans le prochain Supplément, qui sera alors plus définitif.

18. Il a été annoncé à la Conférence que le Bureau de statistique des Nations Unies étudiait les méthodes nationales appliquées lors des recensements de la population mondiale de 1960 et les expériences acquises en vue d'élaborer des suggestions qui serviraient aux organismes régionaux et à la Commission de statistique pour l'examen des recommandations à formuler en vue des recensements de 1970. Les travaux que la Conférence aura consacrés à l'expérience acquise en Afrique faciliteraient considérablement cette analyse. On a émis l'espoir que l'étude sera prête à temps pour être examinée par la Commission de statistique lors de sa

prochaine session de 1965. La Commission de statistique avait aussi demandé une intensification des travaux consacrés aux méthodes permettant d'obtenir des statistiques démographiques dans les pays où les procédés classiques d'inscription à l'état civil qui permettraient de recueillir des chiffres valables sur le taux de croissance de la population ne sont pas au point; le Bureau de statistique des Nations Unies se propose à cette fin, d'organiser des cycles d'étude avec la collaboration des commissions régionales.

19. En vue d'une rationalisation du rassemblement international des statistiques du commerce extérieur, le Conseil économique et social avait préconisé, sur la recommandation de la Commission de statistique, la création d'un Centre rattaché au Bureau de statistique des Nations Unies, qui aurait pour mission de recueillir, publier ou communiquer par tous autres moyens des statistiques internationales du commerce extérieur comparables. Ce Centre fonctionne dès maintenant. Un programme d'enregistrement sur bandes magnétiques de renseignements statistiques comparables présentés selon le code à cinq chiffres de la CTCI (révisée) et de mise en tableaux de ces statistiques a fait l'objet d'une expérimentation minutieuse; les chiffres afférents à un certain nombre de pays sont déjà enregistrés et tabulés. Des publications ont déjà paru pour une demi-douzaine de pays, donnant des chiffres classés jusqu'au quatrième ou au cinquième chiffre de la CTCI (révisée), par pays d'origine et pays de destination; des exemplaires d'enregistrements magnétiques sur bandes et de tirages à part sont distribués à diverses organisations. Comme un des principaux objectifs du Centre est d'éliminer, dans la mesure du possible, les demandes de renseignements en double au bureaux nationaux un accord a été passé entre le secrétariat de la CEA et le Bureau de statistique des Nations Unies, en vertu duquel les pays communiqueront leurs chiffres directement au Bureau de statistique qui, après en avoir assuré la comparabilité internationale, en communiquera des reproductions appropriées à la CEA. On s'efforcera d'augmenter le nombre des pays de la région qui fournissent des statistiques directement au Bureau de statistique des Nations Unies. Toutefois, dans le cas des pays africains associés à la Communauté économique européenne, c'est auprès de celle-ci que le Bureau de statistique se procure les statistiques.

RAPPORTS DE SITUATION PAR PAYS

20. A la demande du secrétariat, un certain nombre de pays ont présenté des rapports écrits sur les progrès de leurs statistiques depuis la dernière Conférence. Ces rapports sont résumés dans le document E/CN.14/CAS.3/11. Au cours des débats consacrés au point 5 de l'ordre du jour, d'autres pays ont indiqué les progrès de leurs services de statistique et les difficultés auxquelles donne lieu l'exécution des plans qu'ils ont établis pour l'avenir.

21. Tous les pays ont signalé des progrès encourageants dans le sens de l'expansion et de la réorientation de leurs activités statistiques. Les programmes à long terme de développement des statistiques que plusieurs pays ont établis en application des recommandations de la Première et de la Deuxième Conférence sont mis en oeuvre avec succès. Plusieurs recensements démographiques ont été exécutés; d'autres sont prévus pour le proche avenir. Dans quelques pays des recensements agricoles ou industriels ont été effectués, de semblables recensements sont en préparation ou en projet dans d'autres pays. La plupart des pays ont annoncé qu'ils avaient organisé des enquêtes par sondage dans divers domaines, en particulier l'agriculture et le niveau de vie des familles. Il découle de ces rapports que désormais la méthode des enquêtes par sondage est solidement établie dans la région. Quelques pays ont exposé leurs travaux dans le domaine de la comptabilité nationale et signalé d'importants progrès dans le traitement des comptes du secteur public. Les pays s'attachent aussi à l'amélioration et à la diversification de leurs statistiques courantes, en particulier des statistiques du commerce extérieur, de la balance des paiements, de la production courante, du coût de la vie, des prix, ainsi que des statistiques sociales.

22. Certains pays ont aussi signalé que depuis la dernière Conférence une autre réalisation bénéfique était intervenue : la création de bureaux sous-régionaux appelés à assister les services centraux de statistique dans l'élaboration des statistiques courantes et dans l'exécution des enquêtes sur le terrain. Dans de nombreux pays, les bureaux centraux de statistique sont aussi parvenus à établir des liens plus étroits avec les autres

administrations publiques, en particulier, avec les services de la planification. L'administration s'appuie de plus en plus sur les chiffres fournis par les bureaux de statistique pour l'élaboration et la mise en application des plans économiques et sociaux. Dans certains pays, les bureaux de statistique et les services de planification relèvent d'une direction commune.

23. Pour faire face à la somme grandissante d'opérations de dépouillement que les progrès des statistiques engendrent, plusieurs pays renforcent sensiblement leurs moyens de traitement de l'information. Cinq bureaux de statistique de la région au moins ont mis ou vont mettre en service des calculateurs électroniques.

24. Pour ce qui est de la formation des statisticiens, la situation est bien plus encourageante également qu'à l'époque de la dernière Conférence. On a utilisé au maximum les moyens que peuvent fournir les centres régionaux de formation et les bourses de l'Organisation des Nations Unies et d'autres institutions spécialisées. En complément des moyens ainsi offerts, quelques pays ont mis sur pied des centres locaux de formation qui se consacrent, en particulier, à la formation de statisticiens cadres moyens et d'agents subalternes..

25. Alors que les obstacles au progrès des statistiques signalés à la deuxième Conférence se sont amenuisés, les bureaux de statistique africains continuent à souffrir d'un manque de personnel qualifié et d'un manque de ressources. C'est à ces deux facteurs qu'il faut principalement imputer la lenteur des progrès réalisés dans le sens de la création d'organisations permanentes d'enquêtes dans plusieurs pays. Cependant, la concurrence que se font divers organismes de l'Etat et le secteur privé - qui offre des perspectives alléchantes - pour s'assurer les services des diplômés des établissements secondaires et supérieurs a pour effet d'amplifier les problèmes de recrutement des bureaux nationaux de statistique. Dans la plupart des pays africains, les possibilités d'avancement sont moins brillantes pour les statisticiens que pour beaucoup d'autres fonctionnaires. Certains bureaux de statistique ont tenté de pallier ce désavantage en offrant, pour des postes comparables, de plus hauts traitements de début,

mais sans grand résultat. On a pensé que l'inclusion dans les plans de développement économique et social d'un programme à long terme de développement statistique aiderait à trouver les fonds et le personnel nécessaires aux activités statistiques.

INSTALLATIONS, SERVICES ET BESOINS DE FORMATION

26. A propos de ce point de l'ordre du jour, la Conférence a examiné les trois documents ci-après :

- 1) un rapport du secrétariat sur les centres de formation statistique (E/CN.14/CAS.3/15)
- 2) le rapport de la Réunion des directeurs des centres de formation de statisticiens cadres moyens (E/CN.14/CAS.3/4)
- 3) une étude de l'UNESCO sur les moyens de formation statistique au niveau universitaire en Afrique (E/CN.14/CAS.3/20).

Les détails donnés dans le résumé des rapports de situation des divers pays (E/CN.14/CAS.3/11) sur les besoins en personnel correspondaient aussi à ce point de l'ordre du jour.

27. On a rappelé qu'en 1961, à l'époque où la deuxième Conférence des statisticiens africains s'est tenue, il existait une grave pénurie de statisticiens du cadre moyen et du cadre supérieur et que les gouvernements étaient décidés à y remédier aussi rapidement que possible. Postérieurement à la deuxième Conférence, on a fait de grands progrès dans l'installation de centres de formation de caractère international et dans l'élaboration de programmes nationaux de formation. En 1962/63, les centres internationaux ont accueilli environ 100 étudiants du niveau moyen et 70 étudiants du niveau universitaire. On peut dire que le personnel formé grâce aux moyens de formation de tous types constitue un apport important en vue de répondre aux besoins prévus en personnel pour les années à venir. La Conférence a néanmoins souligné le besoin d'intensifier les activités de formation pour que les services nationaux de statistique puissent jouer le rôle que les planificateurs ont prévu pour eux. Dans l'organisation de ces activités, il importe de tenir compte moins des besoins actuels que des besoins futurs et surtout d'éviter un abaissement des normes, qui ultérieurement serait cause de difficultés.

28. On a fait observer que certaines institutions, nationales et internationales s'attachent à accroître en Afrique les possibilités de formation en statistique et la Conférence a souligné le besoin d'une coordination des travaux de ces institutions, sans laquelle il pourrait y avoir des doubles emplois et un gaspillage de moyens. La Conférence a chargé le secrétariat de construire un tableau plus détaillé des besoins en personnel, du personnel actuel et des stagiaires, pour permettre à ces institutions de bien adapter aux besoins leurs moyens de formation.

Formation des cadres moyens

29. Les cours donnés dans les divers centres pour cadres moyens ont été organisés de manière à répondre aux besoins spéciaux à l'Afrique mais on a noté que certains pays d'expression anglaise s'appuient encore sur les programmes et les examens du London Institute of Statisticians.

30. L'un des principaux objectifs approuvés à la deuxième Conférence des statisticiens africains était la normalisation de la formation et des examens, particulièrement en ce qui concerne les méthodes statistiques et les mathématiques. Le secrétariat a signalé qu'il a pris une part active tant à la préparation qu'à la correction des questions d'examen pour cadres moyens à la fin de l'année 1961/62. En 1962/63, l'organisation a été améliorée à la suite de la Réunion des directeurs des centres de formation de statisticiens cadres moyens.

31. A cette Réunion, les directeurs ont pu avoir des consultations détaillées sur la matière des examens de l'année 1962/63 et arrêter les programmes et les dispositions générales pour les cours de l'année 1963/64. Le but principal était d'obtenir une coordination et une normalisation. On a noté que si le niveau des centres n'était pas le même, la principale cause était maintenant le niveau différent des candidats des diverses parties de la région. Lorsque ce niveau aura été relevé dans les centres où la formation est le moins poussée on pourra atteindre à une uniformité plus grande. On a noté que d'autres réunions de directeurs de centres seront convoquées si besoin est.

32. La Conférence a estimé que pour les centres de caractère international on devait continuer à rechercher l'uniformité des programmes et des examens pour ce qui est des matières principales. Cette uniformité est importante pour que les diplômes délivrés soient reconnus par les divers pays pour les nominations à des emplois de l'Etat. Pourtant, la normalisation n'exclut pas la possibilité de répondre à des besoins sous-régionaux spéciaux et on a souligné que les centres de formation purement nationaux se trouvent dans une situation différente car ils peuvent accorder une attention plus grande aux besoins locaux.

33. Au sujet de la relation entre la formation reçue et l'avancement dans la profession, on a souligné qu'il n'était pas question d'abaisser les qualifications requises pour l'avancement pour qu'elles cadrent avec la formation donnée par l'un ou l'autre centre. Toutefois, il conviendrait que les qualifications correspondant à un niveau donné de formation soient admises comme base de l'avancement ou de la nomination dans le cas des postes correspondants à ce niveau. On a admis qu'il ne pouvait en être ainsi que lorsque les centres de formation se seraient fait une solide réputation.

34. On a signalé qu'en Nigéria un examen national avait été établi en supplément à l'examen de RSA de l'Institute of Statisticians. Il a été expliqué, cependant, que le but était de supprimer l'examen RSA lorsque l'examen nigérien se sera imposé comme équivalent. Il faut se féliciter de cette innovation d'un grand intérêt, car elle permet de conclure que des examens nationaux seront aussi prévus pour les niveaux élevés de formation. L'expérience de la Nigéria dans ce domaine sera utile à d'autres pays.

35. Les participants ont, dans l'ensemble, été d'avis que les normes des centres internationaux existants ne devraient pas être abaissées pour permettre l'admission de stagiaires moins qualifiés. La solution consiste à élever le niveau des stagiaires éventuels et un certain nombre de délégations ont exprimé l'avis que le moyen de le faire était la formation en cours d'emploi. Plusieurs pays, dont la Côte d'Ivoire, le Libéria, et la Libye, ont déjà mis en oeuvre ou élaboré des plans à cet effet. Dans plusieurs cas des experts de l'ONU participent aux travaux.

36. A la suite des directeurs des centres de formation, la Conférence a exprimé l'avis qu'il importe de ne pas enseigner des formules statistiques qui ne seraient pas comprises et que le but fondamental doit être de faire mieux comprendre les méthodes sur lesquelles ces formules reposent. On a reconnu cependant que le personnel cadre moyen ne serait pas normalement appelé à prendre des décisions sur les méthodes.

37. On a constaté que plusieurs pays de l'Afrique de l'ouest ne peuvent pas obtenir un nombre suffisant de places au Centre de Yaoundé pour les stagiaires qualifiés. On a fait valoir que ce Centre devait à l'origine desservir la région équatoriale et qu'il venait à peine d'offrir des possibilités de formation à des stagiaires venant d'autres pays africains d'expression française. La Conférence a estimé qu'il fallait augmenter les possibilités de formation pour les étudiants venant d'autres pays comme le signale le rapport de la Réunion des directeurs des centres de formation. A ce propos, la Conférence a noté avec satisfaction l'aide apportée par la Commission économique européenne sous forme de bourses d'études.

38. On a souligné que les organismes statistiques du Kenya, du Tanganyika, de l'Ouganda et de Zanzibar sont maintenant d'avis qu'il est nécessaire de créer un centre de formation pour cadres moyens en Afrique de l'est et de ne plus compter uniquement sur la formation en cours d'emploi. On a proposé que le futur centre soit installé à Nairobi. Cette décision serait conforme à la recommandation présentée par les directeurs des centres de formation mais on a fait valoir que des moyens de formation analogues pourraient aussi être nécessaires pour les pays de l'Afrique centrale.

Formation des cadres supérieurs

39. La Conférence a examiné la recommandation des directeurs des centres de formation relative à la création d'un centre de formation de cadres supérieurs pour étudiants de langue anglaise. Ce centre serait du même niveau que celui qui existe déjà à Rabat pour les étudiants de langue française. La Conférence a approuvé cette recommandation et a noté avec satisfaction que le Gouvernement éthiopien envisageait d'agrandir le

centre international de formation rattaché à l'Université Hailé Selassié I, à Addis-Abéba, et d'organiser des cours de niveau supérieur en coopération avec le programme d'assistance des Nations Unies.

40. Un centre de formation de cadres supérieurs à l'intention des étudiants de langue anglaise ne ferait pas double emploi avec les cours de statistique donnés dans plusieurs universités africaines car il s'adresserait à des jeunes gens dont le niveau intellectuel et les connaissances générales sont suffisants mais qui n'ont pas les diplômes nécessaires pour être admis à l'université (Higher School Certificate ou General Certificate of Education - Advanced level). Les participants ont estimé qu'il existait en Afrique beaucoup de jeunes gens dans ce cas et que se trouveraient parmi eux les meilleurs stagiaires issus des centres de formation pour cadres moyens. Dans certains pays d'expression anglaise, ces jeunes gens ont actuellement la possibilité d'accéder au cadre supérieur en passant les examens du London Institute of Statisticians. Des possibilités semblables sont offertes aux statisticiens de langue française de niveau moyen, soit à l'Ecole Nationale de la statistique et de l'administration économique (France), soit au Centre européen de formation des économistes-statisticiens pour le développement (Communauté économique européenne). Mais, comme on doit développer la formation des Africains d'expression française et anglaise en Afrique même, les participants ont estimé dans l'ensemble, qu'il ne convient pas de continuer pendant longtemps à recourir aux possibilités d'enseignement extra-africains. Le Centre africain de langue anglaise pour la formation des cadres supérieurs pourrait se substituer à l'Institute of Statisticians.

41. La Conférence a également noté le besoin de créer un centre de langue française à un niveau plus élevé que celui de Rabat. A cette occasion le représentant du Maroc a indiqué que l'extension du centre de Rabat était prévue pour le proche avenir avec l'assistance du Fonds spécial des Nations Unies. On envisage aussi l'organisation de cours supérieurs pour les candidats à l'Institut de développement économique et de planification de Dakar et celle de cours avancés pour statisticiens cadres supérieurs. Le représentant de la Tunisie a annoncé que son Gouvernement était prêt à créer avec l'assistance des Nations Unies et des institutions spécialisées, un centre de formation à l'intention des diplômés d'université. La Conférence en a pris note avec satisfaction.

42. Quant aux cours spécialisés, le représentant de la FAO a évoqué les négociations au sujet d'un cours sur l'agriculture qui serait donné en troisième année au centre de Rabat. Il a exprimé l'espoir que cette initiative pourrait ultérieurement conduire à la création d'un institut de recherche statistique. On a fait observer qu'il existait déjà des possibilités de formation en démographie au Caire et qu'un autre centre devait s'ouvrir à Dakar en 1964.

43. Les participants ont loué le travail accompli par la Division de la statistique de l'UNESCO qui a réuni des renseignements détaillés sur les moyens de formation des cadres supérieurs en Afrique (E/CN.14/CAS.3/20). Ce document est une source de référence utile qui facilitera considérablement la coordination dans le domaine de la formation.

Nomenclature

44. Les manières différentes de classer les cours de formation et les postes de la fonction publique dans les pays d'expression anglaise et française, ont quelque peu compliqué les débats. Afin de supprimer les équivoques, la Conférence a créé un petit comité composé des représentants du Cameroun, de la Nigéria et du Royaume-Uni et du représentant de l'UNESCO; l'observateur des Communautés européennes a participé aux travaux en tant que conseiller. Le rapport de ce comité fait l'objet de l'Annexe IV au présent rapport.

ASSISTANCE TECHNIQUE FOURNIE PAR LA CEA, LE SIEGE DE L'ONU ET LES INSTITUTIONS SPECIALISEES, POUR CONTRIBUER A L'EVOLUTION DES ACTIVITES STATISTIQUES EN AFRIQUE

45. Les participants ont examiné la question de l'assistance technique aux gouvernements africains dans le domaine des statistiques, en se fondant sur le document E/CN.14/CAS.3/7 et sur les exposés des représentants de l'organisation des Nations Unies et des institutions apparentées, présents à la Conférence. Ils ont noté qu'il existait un partage de responsabilités entre ces organisations pour la fourniture de l'assistance technique en statistique. Dans le domaine agricole, l'assistance vient par la FAO, dans le domaine du travail et les domaines connexes - emploi, chômage, conditions

de travail, niveau de vie des ménages, prix à la consommation, elle est fournie par l'OIT; l'UNESCO se charge des statistiques de l'enseignement et l'OMS des statistiques sanitaires; enfin l'assistance dans les domaines statistiques qui ne relèvent pas d'une institution spécialisée est fournie par l'organisation des Nations Unies qui apporte aussi une aide pour les questions plus générales d'organisation, de développement et de méthodologie.

46. Chaque organisation fournit différentes formes d'assistance technique, selon les objectifs à atteindre. L'ONU aide les gouvernements en organisant des centres de formation et des cours de statistique à l'échelon sous-régional et national. Cette question a déjà été étudiée en détail sous un autre point de l'ordre du jour. Chacune des institutions spécialisées a organisé et financé des cycles ou des voyages d'étude consacrés à des aspects particuliers de la statistique, de manière à donner aux participants de divers pays, qui sont des spécialistes, l'occasion d'étudier ces aspects en détail. Toutes les organisations ont accordé des bourses d'études dans les centres de formation, ont financé l'envoi de participants à des cycles ou des voyages d'étude ou ont accordé des crédits pour des recherches individuelles ou des stages d'observation de travaux sur des sujets déterminés. L'assistance fournie par les institutions peut aussi prendre la forme d'envoi d'experts auprès des gouvernements. Ces experts peuvent, à la demande des gouvernements, être chargés de donner aide et conseils pour la préparation et la mise en oeuvre de travaux de statistique ou de développement, soit pendant une ou plusieurs années, soit pendant une ou plusieurs périodes relativement courtes, selon les besoins. Toutes les organisations possèdent un service consultatif régional pour la statistique composé d'un ou de plusieurs experts et destiné à fournir rapidement une assistance technique de courte durée. Les représentants de certaines institutions spécialisées ont fait remarquer que l'on éprouvait des difficultés de plus en plus grandes à recruter des experts pour des périodes assez longues, en particulier dans les pays d'expression française.

47. Les participants ont vivement remercié les diverses organisations de l'assistance technique qu'elles ont accordée dans le domaine des statistiques. Cette assistance a contribué au développement des organismes et des travaux de statistique dans divers pays africains. Au cours de débats, on a souligné

qu'il importait de désigner des ressortissants du pays pour travailler aux côtés des experts de l'assistance technique. Non seulement cette méthode permet de donner une excellente formation aux homologues africains mais elle offre aussi une certaine garantie que le travail sera poursuivi par ces homologues après le départ de l'expert. On a aussi fait valoir qu'il était nécessaire que l'expert participe à l'exécution des travaux au sujet desquels il donne des avis. Certains pays africains ont besoin d'une assistance d'assez longue durée sous forme d'équipement et aussi de conseils pour l'exécution d'un programme intégré de développement. Les participants ont été informés que le Fonds spécial des Nations Unies pouvait étudier les demandes d'assistance technique de ce genre.

EVOLUTION DE LA STATISTIQUE DANS SES RAPPORTS AVEC

LA PLANIFICATION

48. Le besoin de revoir et de mettre au point les idées relatives aux aspects administratifs et techniques du développement des statistiques est dû à l'extension rapide et récente des services nationaux de statistique provoquée par la demande de renseignements en vue de la planification. Ce fut là un des principaux thèmes de discussion de la Conférence. Jusqu'ici la Conférence s'est surtout occupée de problèmes fondamentaux, ceux de la formation et de l'établissement de programmes statistiques de base, par exemple. Elle est maintenant en mesure de s'attacher davantage à parfaire l'étude des dispositions relatives à l'organisation des services statistiques, à l'amélioration des méthodes statistiques et à la détermination plus précise des besoins et des applications.

49. Deux documents avaient été préparés par le secrétariat à l'intention de la Conférence. On a souligné qu'ils devaient servir seulement à faciliter la discussion et que, dans leur forme actuelle, ils n'étaient pas des documents de référence. Ils constituent un premier essai d'exposition de nouvelles conceptions pratiques pour aider à orienter le développement statistique à la lumière de l'évolution dans le passé. De nombreuses imperfections des concepts y sont signalées.

50. La discussion devait porter sur l'examen des documents de travail en vue d'orienter les travaux futurs à effectuer en Afrique pour le développement des statistiques.

Aspects administratifs

51. Pour l'étude des aspects administratifs du développement des statistiques, la Conférence était saisie d'un document intitulé "Relations entre les organismes de planification et les services de statistique" (E/CN.14/CAS.3/14). On y trouve un exposé général de l'évolution de la planification en Afrique et des relations existant entre la planification et les statistiques. On s'est aussi référé aux rapports sur de récentes réunions consacrées à la planification.

52. Dans le document on signale que le service de statistique doit être en mesure de prévoir les renseignements dont on aura besoin pour la planification, ce qui implique qu'il doit avoir toute latitude pour arrêter son programme de travail. On y émet en outre l'avis qu'une étroite coopération entre planificateurs et statisticiens est essentielle pour que les uns et les autres accomplissent leurs tâches de façon satisfaisante. Le problème consiste donc à prévoir une structure qui réponde à ces deux exigences.

53. La Conférence a estimé qu'une relation très étroite entre les services de statistique et les organismes de planification est essentielle mais elle a souligné le besoin d'une très grande autonomie des services de statistique. On a reconnu que, pour une grande part, l'activité du service de statistique consisterait à répondre aux besoins de renseignements pour la planification mais on a jugé que rien ne justifiait en général une fusion totale des organismes de planification et des services de statistique sauf dans deux cas précis, à savoir lorsqu'il existerait une grave pénurie de personnel empêchant la création de deux services distincts et lorsque le service de statistique aurait pour seule attribution de produire des statistiques destinées aux planificateurs.

54. La principale raison de garder au service de statistique son autonomie est la nécessité d'assurer l'objectivité de ses travaux. En effet, pour que les résultats soient utiles, il importe d'écarter toutes

les influences extérieures de nature à fausser ces résultats. On peut attendre d'un service de statistique autonome qu'il procure des données fiables pour servir à évaluer les progrès accomplis dans l'exécution d'un plan et à modifier périodiquement ce plan. On a aussi fait observer que les services nationaux de statistique ont de nombreux autres utilisateurs que les planificateurs, notamment d'autres services de l'Etat, les entreprises commerciales et le grand public. Rattacher le service des statistiques à l'organisme de planification conduirait à moins bien servir les autres utilisateurs. La Conférence a été d'avis que l'autonomie d'un service de statistiques dépend pour beaucoup de la considération dont jouit le chef de ce service et des relations qui existent entre ce service et les autres services de l'Etat.

55. Après avoir reconnu la nécessité de l'autonomie du service de statistique, la Conférence a examiné le moyen d'établir des liens entre ce service et l'organisme de planification. On a rappelé que de nombreux services de statistique ont vu le jour dans le ministère s'occupant des questions financières ou ayant d'autres fonctions d'exécution. Dans certains pays, les premiers travaux de planification économique se sont aussi effectués dans des conditions analogues. Avec l'indépendance, la planification est très rapidement devenue l'une des principales fonctions du gouvernement et le caractère des travaux statistiques s'en est trouvé modifié. On a relevé que l'un des moyens habituels d'instaurer une relation étroite entre les deux organismes était de les rattacher l'un et l'autre à un ministère spécial s'occupant principalement de questions économiques. On a jugé toutefois qu'il existe d'autres moyens importants de renforcer cette relation.

56. Dans certains pays, un comité de planification a été créé, auprès duquel le service de statistique et l'organisme de planification sont représentés. Dans d'autres pays, le chef du service de statistique a des attributions spéciales qui touchent à la planification économique. Il est possible aussi que le personnel du service de statistique et celui de l'organisme de planification soient dans une certaine mesure interchangeable. De toute manière, on a jugé nécessaire que les statisticiens et les planificateurs se rencontrent fréquemment pour coordonner leurs travaux.

60. La Conférence a brièvement examiné la décentralisation des services de statistiques et tout en reconnaissant que la collecte, le rassemblement et l'exploitation de certaines données pourraient, à un stade ultérieur du développement, mieux se faire dans des services spécialisés de l'Etat, elle a estimé que pour le moment des services statistiques centralisés présentaient des avantages dans de nombreux pays.

61. Lorsqu'il créent un organisme de statistique, les pays doivent prévoir la production de statistiques pour les travaux de planification ci-après : élaboration de plans de développement, évaluation des progrès accomplis dans l'exécution des plans et modification des plans, recherches sur l'existence et l'exploitation de nouvelles ressources économiques.

62. Bien que la statistique et la planification ne fussent qu'au premier stade de développement, la plupart des pays africains se sont trouvés devant la situation suivante : ils ont dû établir rapidement des plans de développement sachant bien que ces plans ne pouvaient s'appuyer sur des données statistiques satisfaisantes. Pour aider à remédier rapidement à cette insuffisance, la Conférence a chargé le secrétariat de publier une liste de coefficients techniques que les pays pourraient utiliser au lieu des statistiques manquantes. On a souligné que la planification élaborée à partir de données brutes devait être considérée comme une planification intermédiaire et que, lorsqu'ils développent leurs services de statistique, les pays devraient s'attacher aux besoins futurs, particulièrement aux besoins de données pour la construction de projections économiques satisfaisantes.

Programmes de travaux statistiques

63. Pour l'examen de la question des travaux statistiques, la Conférence était saisie du document intitulé "Liste révisée de statistiques de base pour servir à la programmation du développement des statistiques" (E/CN.14/CAS.3/9). Elle a étudié d'abord les notions générales définies dans ce document et ensuite l'ordre des priorités, et le contenu du projet de liste.

64. On a rappelé que la première Conférence des statisticiens africains avait examiné une liste de base pour servir à l'élaboration de programmes statistiques. La Conférence a noté que cette liste visait principalement à répondre aux besoins en matière de planification économique et sociale mais que l'examen détaillé des relations à établir n'avait pas pu être fait. Depuis les activités se sont beaucoup développées dans le domaine de la planification et le moment est venu d'examiner de façon plus approfondie quels sont les besoins en données et quelles sont les applications techniques des données. La Conférence a noté qu'il s'agit d'un problème compliqué qu'elle ne saurait espérer résoudre à une courte réunion. Elle s'est donc rattachée à fournir des indications générales pour les travaux qui se feront dans l'avenir.
65. Le document de travail a été très utile à la discussion et dans leurs interventions les participants ont apporté une grande quantité de matériaux intéressants pour la poursuite des travaux concernant l'élaboration de programmes généraux de statistiques compte tenu des besoins des utilisateurs et plus particulièrement des planificateurs. On a pu préciser certains concepts et les représentants ont mentionné un grand nombre de questions appelant un examen plus attentif.
66. On a reconnu que le document était un essai de définition de nouveaux concepts pour servir à orienter le développement statistique mais que les propositions avaient un caractère préliminaire et les représentants n'ont pas approuvé toutes celles qui étaient présentées. Néanmoins les débats ont été constructifs étant donné que diverses solutions possibles ont été suggérées. On a estimé que la teneur générale du document marquait un net progrès par rapport aux travaux de la première et de la deuxième Conférence des statisticiens africains.
67. On a noté certaines omissions importantes: la question de l'amélioration de l'exactitude des données statistiques, le concept de l'opportunité et la nécessité d'obtenir des estimations pour des unités géographiques plus petites.

68. La première question examinée a été celle de l'emploi des comptes nationaux pour l'élaboration des programmes statistiques. La Conférence a été d'avis que les comptes nationaux donnent d'utiles indications sur le contenu d'une partie du programme statistique. Ils sont, en effet, le meilleur moyen actuel de grouper des chiffres se rapportant à des domaines différents. On a jugé, toutefois, que les comptes nationaux ne suffisent pas pour constituer la base d'un programme complet. On doit tenir compte d'autres éléments, notamment pour donner des renseignements plus détaillés en vue de la planification sectorielle. On doit aussi étudier les relations de caractère fonctionnel qui ne sont pas prévues dans les comptes nationaux.

69. Dans le document on proposait de classer les services de statistique selon trois étapes de développement. Les critères appliqués pour le classement sont la possibilité de construire des séries annuelles complètes des comptes nationaux et l'existence d'une organisation permanente d'enquêtes sur le terrain. Cette classification a fait l'objet d'une longue discussion. On a tout d'abord signalé que la classification des pays par degré de développement statistique n'était pas souhaitable d'autant que la base de la classification donne lieu à de nombreuses anomalies. Il aurait mieux valu insister sur les principes appliqués. Les participants ont dans l'ensemble estimé qu'une classification reposant sur un petit nombre de critères n'est pas valable parce que les pays doivent fixer leur ordre de priorité pour le développement des diverses branches de la statistique selon leurs besoins propres. Certains pays pourraient décider de faire appel à du personnel temporaire pour la collecte des données et ajourner la création d'une organisation permanente sur le terrain. Interviennent également l'opportunité de la publication des résultats statistiques et les conditions locales que pourraient amener à concentrer les travaux sur le secteur monétaire et à négliger l'économie de subsistance. En général, on a jugé utile que les pays aient un moyen de connaître quels ont été les progrès de leur développement statistique par rapport à ceux d'autres pays mais on a estimé qu'il faudrait un examen plus approfondi que celui que permet la méthode suggérée. Le but d'une présentation aussi détaillée de la situation serait de faire apparaître les lacunes dans les programmes de chaque pays.

70. Au sujet de l'ordre de priorité des données examiné dans le document, la Conférence a estimé que la notion de priorité déterminée d'après le niveau général du développement d'un service de statistique présentait les mêmes inconvénients que le classement du service lui-même. Chaque pays doit fixer son ordre de priorité pour répondre à ses besoins propres et le développement atteint dans une branche particulière ne donnerait pas nécessairement d'indication sur le niveau général du développement du service. Une autre solution serait d'indiquer le niveau du développement pour chaque branche séparément. On verrait ainsi quelle est la voie à suivre pour développer les travaux dans chaque branche et les pays seraient libres de fixer l'ordre général de priorité pour leurs programmes statistiques.

71. La Conférence n'a pas approuvé la proposition relative à l'emploi d'années repères pour les programmes statistiques. Premièrement elle a estimé qu'il n'était ni réaliste ni pratique de faire varier le niveau de l'activité statistique en fonction des besoins périodiques. On doit donc étaler la collecte de renseignements relatifs à la structure sur une période plus longue que celle qui est suggérée. On a aussi estimé que des recensements et travaux analogues devaient être prévus lorsque les renseignements existants dataient de trop longtemps pour conserver un intérêt pratique. Cela montre aussi que la collecte doit être étalée sur une certaine période. La Conférence a estimé que l'on avait trop insisté sur les statistiques des années repères et qu'il fallait aussi donner l'importance voulue à l'établissement des séries courantes fiables dont on aurait besoin pour évaluer et modifier les plans de développement au cours de leur exécution. L'objectif général dans l'élaboration des programmes statistiques devrait être d'assurer un équilibre satisfaisant entre les renseignements de structure et les renseignements courants. On a estimé, néanmoins, que les recensements de base devaient être mis au premier rang dans l'ordre de priorité pour les pays qui sont au premier stade du développement statistique.

72. A propos des programmes statistiques, on a aussi relevé qu'il est courant que les pays s'attachent à développer successivement et non simultanément des branches particulières, selon un ordre de priorité correspondant à leurs besoins. Il doit en être ainsi à cause de la modicité des ressources financières, en personnel et autres. La demande de statistiques est aussi un élément important pour déterminer le degré de développement à atteindre au cours d'une période donnée. On a émis l'avis que le mieux serait d'étudier les besoins des utilisateurs pour ensuite examiner la situation des ressources statistiques et les conditions dans lesquelles les travaux seraient effectués, avant de prendre une décision définitive au sujet d'un programme de travail. On a reconnu que dans certains cas des chiffres bruts seraient préférables à l'absence de chiffres, mais on a souligné que l'amélioration des statistiques existantes était aussi importante qu'une extension générale des activités. La Conférence a chargé le secrétariat de fournir des indications sur le coût de l'exécution d'un programme statistique.

73. On s'est référé aux dangers que pourrait présenter la mise en distribution du document de travail dans sa forme actuelle et, comme on l'a déjà vu, il a été dit que ce document devait servir à faciliter la discussion de la question par la Conférence et qu'il ne s'agissait pas d'un document de référence. A ce propos, il a été dit que dans le document on avait essayé de montrer comment la publication intitulée "Séries statistiques pouvant servir aux pays peu développés" (Série M.31) pouvait s'appliquer aux conditions africaines. Pour être utilisable par les pays, un document révisé devrait être beaucoup plus détaillé.

74. L'examen de la liste jointe au document de travail a été fécond car la discussion a permis de dégager un grand nombre de points à examiner plus en détail. Au sujet de la présentation du tableau contenant la liste, deux suggestions principales ont été faites. Premièrement, on a recommandé que le produit final indiqué brièvement dans la première colonne du tableau, soit présenté plus en détail dans un texte annexé au tableau. Deuxièmement, on a recommandé que les colonnes relatives à la périodicité et à la couverture soient modifiées compte tenu des vues de la Conférence au sujet des priorités. On a suggéré de rebaptiser comme suit les titres des

colonnes; "Objectif initial" "Développement ultérieur" "Objectif final".

On a aussi suggéré que les renseignements donnés aient trait au développement des travaux statistiques et non aux activités convenant aux services de statistique à différentes étapes.

75. Les quinze sections de la liste des travaux ont été examinées séparément. Cet examen a été long mais justifié par les commentaires présentés. On a suggéré que les commentaires détaillés soient résumés à part pour servir de base à un examen ultérieur du projet de liste et à l'amendement de cette liste. Pour faciliter la tâche, on a demandé aux représentants de soumettre leurs observations par écrit de manière que le secrétariat puisse compléter ses notes.

76. Comme il a été dit plus haut, il n'a pas été possible de dégager de solutions définitives aux problèmes de la programmation statistique dans ses rapports avec la planification du développement. On ne pensait pas d'ailleurs en trouver en si peu de temps. Néanmoins, la Conférence a donné d'utiles avis sur la façon de poursuivre les travaux et la discussion a permis d'obtenir un schéma de programme pour les travaux à accomplir. On a pensé que dans ce programme le secrétariat pourrait contribuer à la mise au point de nouvelles conceptions et les coordonner, au profit des pays de la région avec les résultats de travaux semblables effectués par des experts du Bureau de statistique de l'ONU et d'autres institutions. La voie à suivre sera examinée par la Conférence lorsqu'elle sera saisie du programme de travail pour les deux prochaines années.

STATISTIQUES DEMOGRAPHIQUES

77. Les débats ont principalement porté sur les trois documents ci-après, dont la Conférence avait été saisie :

Rapport du cycle d'étude sur les problèmes de population en Afrique
(E/CN.14/186 - E/CN.9/CONF.3/1)

Méthodes et problèmes des recensements de population en Afrique 1955-1962
(E/CN.14/CAS.3/3)

Méthodes et problèmes d'inscription et de rassemblement des statistiques d'état civil en Afrique (E/CN.14/CAS.3/8).

78. La Conférence a pris note des recommandations du cycle d'étude sur les problèmes démographiques en Afrique en particulier celles concernant le besoin d'enquêtes démographiques suivies par sondage, l'étude des applications des techniques d'échantillonnage dans ces enquêtes, le besoin d'une extension et d'une amélioration de l'enregistrement des faits d'état civil et la nécessité d'obtenir dans les délais les plus courts des évaluations des taux principaux tirés des statistiques d'état civil.
79. La Conférence a estimé que le rapport sur les méthodes et les problèmes des recensements et des enquêtes démographiques en Afrique était très utile parce qu'on y trouve un exposé des grands progrès accomplis par les pays africains au cours de la période 1955-62 et des résultats d'expérience qui contribueront beaucoup à faciliter la préparation et l'exécution des futures enquêtes démographiques, particulièrement dans le cadre du programme mondial de recensements de 1970.
80. Lorsqu'elle a examiné le rapport sur l'inscription et le rassemblement des données d'état civil, la Conférence a noté l'importance que revêtent les inscriptions et a souligné les problèmes à résoudre, qui tiennent d'une part, à la pénurie de moyens, aux difficultés de transport et à la mobilité d'une grande partie de la population et, d'autre part, à l'absence de stimulants suffisamment forts pour inciter les populations de nombreuses régions d'Afrique à faire inscrire les faits d'état civil. On a souligné qu'il fallait bien distinguer ce problème du problème purement statistique, à savoir le besoin urgent d'évaluations fiables des principaux taux tirés des statistiques d'état civil pour faciliter l'œuvre de planification économique et sociale. En ce qui concerne ce problème statistique, de nombreux pays ont tiré parti des renseignements rétrospectifs obtenus à la suite d'enquêtes sur le terrain, qui continueront d'être une source importante de données. Cependant, en raison des effets importants des erreurs qui dans ces enquêtes ne proviennent pas de l'échantillonnage, on a jugé aussi qu'il fallait trouver un moyen d'évaluer les résultats obtenus.

81. On s'est beaucoup intéressé aux possibilités qu'offrent les aires d'enregistrement lorsque des enquêtes démographiques par sondage y sont aussi effectuées, en vue a) de réaliser et d'étendre l'inscription des faits d'état civil, b) d'obtenir, très peu de temps après l'achèvement du programme, des évaluations fiables, au niveau national, des principaux taux tirés des statistiques d'état civil. On a souligné que l'échantillon devait être un échantillon probabiliste de petites circonscriptions administratives réparties dans tout le pays et que les officiers d'état civil devaient soigneusement veiller à recueillir des renseignements sur les faits d'état civil dans leur zone en visitant fréquemment chaque ménage. Les essais auxquels on procède actuellement au Kenya et au Sénégal intéressent directement ce problème.

82. On a évoqué la question du coût et plusieurs représentants ont estimé que si on pouvait utiliser par exemple le personnel enseignant ou sanitaire actuel, les dépenses supplémentaires de l'administration pourraient être très faibles.

83. En vue d'aider les gouvernements dans le domaine des statistiques démographiques, la Conférence a recommandé la mise en route des activités ci-après :

- a) revoir et développer le rapport sur les recensements et les enquêtes démographiques pour y signaler l'expérience de tous les pays de la région ayant effectué des recensements et enquêtes de cette nature, en vue d'aider les services nationaux de statistique à préparer et à effectuer des recensements et des enquêtes démographiques et de leur faciliter l'étude des pratiques et des essais dans ce domaine aux fins du programme mondial de recensements démographiques de 1970.
- b) Préparer une étude des enquêtes démographiques, au niveau sous-national, dans des pays de la région.

- c) Faire une étude ou convoquer un groupe de travail qui traiterait des problèmes à résoudre, des méthodes et des techniques à appliquer pour englober les populations nomades dans les enquêtes démographiques en Afrique.
- d) Organiser, dans un proche avenir, un cycle d'étude qui examinerait:
 - i. les méthodes, les techniques et les problèmes propres aux enquêtes rétrospectives par sondage sur les faits d'état civil et les données démographiques apparentées.
 - ii. les méthodes, les moyens et les procédures permettant d'instituer, d'étendre et d'améliorer l'inscription des faits d'état civil;
 - iii. l'état des autres travaux en cours en Afrique sur les méthodes pour obtenir des estimations valables des faits d'état-civil.

STATISTIQUES AGRICOLES

84. Le représentant de la FAO a exposé les travaux de son organisation qui ont trait au développement des statistiques de l'alimentation et de l'agriculture en Afrique. Il a mentionné plus particulièrement la création de la Commission africaine des statistiques agricoles et informé les participants des travaux accomplis par cette Commission à sa première session, qu'elle a tenue à Tunis en octobre 1962. Il a fait état d'autres réunions et des cycles et voyages d'étude qui ont été organisés par la FAO en Afrique au cours des douze mois écoulés ou qui sont envisagés. On peut citer: la Réunion technique sur les enquêtes de la consommation alimentaire convoquée conjointement avec la CEA à Rabat en juillet 1963; le cycle d'étude sur la méthodologie des enquêtes agricoles, tenu à Lagos en juillet 1963; le voyage d'étude sur l'emploi des méthodes de sondage en statistiques agricoles organisé en URSS de juillet à septembre 1963; un voyage d'étude consacré aux enquêtes sur le cacao et particulièrement

aux méthodes permettant d'évaluer et de prévoir la production de cette denrée, qui doit être organisé au Ghana en septembre 1964 et un deuxième cycle d'étude sur la méthodologie des enquêtes agricoles, qui doit aussi avoir lieu en 1964.

85. La Conférence a souligné l'importance d'une formation dans le domaine des statistiques agricoles. Elle a noté avec satisfaction les mesures prises par la FAO pour créer en Afrique des moyens de formation dans ce domaine. On organise actuellement un cours de formation pour les enquêtes sur la consommation alimentaire qui sera donné à Tunis pendant deux mois à partir du 16 octobre 1963 et qui s'adresse à des personnes de langue française. On a projeté d'organiser en 1964 un cours analogue destiné à des personnes de langue anglaise. Des négociations sont en cours entre la FAO et le Gouvernement du Maroc au sujet d'une formation spécialisée en statistiques agricoles comportant des travaux de recherche, qui serait donnée au Centre de Rabat. Cette formation ferait l'objet d'un cours de troisième année au Centre de formation statistique de Rabat. A ce propos, on a émis l'avis qu'une formation spécialisée en statistiques agricoles devrait aussi être prévue au programme du Centre de formation supérieure pour étudiants de langue anglaise, mentionné au paragraphe 39 du présent rapport. Le représentant du Cameroun a demandé l'aide de la FAO pour l'organisation d'un cours de statistiques agricoles au Centre de formation statistique de Yaoundé.

86. Des délégations ont exposé les progrès que leurs pays respectifs ont accomplis dans le domaine des statistiques agricoles. Elles ont spécialement mentionné les recensements agricoles terminés ou à effectuer dans un proche avenir. La Conférence a noté que quelques pays ont constitué des sections de statistiques agricoles et que l'utilisation d'agents locaux des services agricoles pour l'exécution des enquêtes agricoles se développe elle aussi. Le représentant de la FAO a informé la Conférence de la nomination d'un consultant en statistiques alimentaires pour aider à l'établissement des bilans alimentaires et, plus généralement, au perfectionnement des statistiques alimentaires.

STATISTIQUE DU TRAVAIL

87. En présentant le document traitant des statistiques du travail (E/CN.14/CAS.3/5), le représentant du Bureau international du travail a souligné que son organisation avait voulu résumer les éléments fondamentaux des statistiques du travail en s'attachant spécialement aux besoins des pays en voie de développement, mais sans chercher à décrire les méthodes dans le détail. Le BIT a l'espoir que ce document aidera les représentants à obtenir de leurs gouvernements respectifs un appui pour l'établissement de programmes appropriés des statistiques du travail.

88. Le BIT a constaté que les gouvernements mettent souvent en route des programmes de développement économique sans prendre les dispositions nécessaires pour construire les séries statistiques de base indispensables pour mesurer les progrès accomplis dans l'exécution du plan ou pour fournir les renseignements utiles pour réviser ce plan. Parmi ces séries, on peut citer celles de l'emploi, du chômage, des heures ouvrées, des rémunérations et des prix à la consommation. Pour la plupart des séries on doit pour pouvoir en comparer les chiffres avec les chiffres antérieurs à la mise en route du programme de développement, ou au moins avec les chiffres concomitants. Le représentant du BIT a rappelé que dans le document E/CN.14/CAS.3/14 qui traite des relations entre les organismes de planification et les services de statistiques on a souligné qu'il importait beaucoup d'établir suffisamment tôt des statistiques de base.

89. Au cours des débats on a signalé qu'il était difficile de bien connaître le nombre total des personnes occupées parce que les travailleurs des villes qui perdent leur emploi ont tendance à retourner dans les zones rurales et qu'il est malaisé de déterminer quelle y est leur situation en ce qui concerne l'emploi. La question du sous-emploi se pose alors. Le représentant du BIT a signalé que son organisation avait convoqué dans la seconde moitié d'octobre, une réunion d'experts qui aura pour mission d'étudier la définition et la mesure du sous-emploi.

90. Selon un représentant, la mesure du sous-emploi ne devrait pas pour le moment avoir une priorité élevée dans les programmes statistiques des pays africains. On sait qu'il y a beaucoup de sous-emploi, mais à son avis, en donner une mesure exacte ne serait pas d'une grande utilité pour la planification du développement. Ce dont on a besoin c'est d'une évaluation des besoins en main-d'oeuvre pour l'exécution du programme. On a aussi signalé qu'il fallait évaluer les besoins futurs, particulièrement en main-d'oeuvre de niveau moyen. La délégation d'un pays a essayé, sans grand succès, de se procurer cette évaluation auprès des employeurs.

91. Un représentant a exprimé l'avis que des renseignements sur l'importance numérique et la localisation de la main-d'oeuvre étaient essentiels pour la planification. Il a particulièrement souligné le besoin de données sur les temps de travaux pour connaître dans quelle mesure la main-d'oeuvre était occupée à plein temps. Tel a été aussi l'avis d'autres représentants qui ont, en outre, insisté sur l'intérêt qu'il y a à savoir dans quelle proportion la main-d'oeuvre agricole est occupée pendant les périodes de pointe et les mortes-saisons.

92. On a mentionné que certains pays ont eu de graves difficultés à se procurer le nom et l'adresse des établissements. Les gouvernements se sont adressés à cette fin aux fonctionnaires des collectivités locales, mais sans grand succès. Un représentant a signalé que son gouvernement a pu, à l'occasion d'un recensement industriel, établir une liste assez complète des établissements de la capitale, mais que de nombreux établissements situés hors de la capitale n'ont pas répondu. Un autre représentant a décrit un plan pour l'établissement d'une liste des établissements qui a donné de très bons résultats. Le fichier constitué a été collationné à l'aide des dossiers du Conseil des allocations familiales. Un décret a été promulgué, interdisant aux grossistes de vendre à des détaillants non enregistrés au bureau de statistique.

93. A l'issue des débats, le représentant du BIT a exprimé l'avis qu'il conviendrait de convoquer dans le proche avenir un cycle d'étude africain des statistiques du travail et dit son intention d'examiner avec des membres du secrétariat de la CEA la possibilité de provoquer une telle réunion sous les auspices communs du BIT et de la CEA.

STATISTIQUES INDUSTRIELLES

94. Les participants ont étudié ce point de l'ordre du jour en s'aidant du rapport du Colloque sur les statistiques industrielles. Ils ont estimé que les débats et les conclusions de ce colloque fournissaient des indications extrêmement précieuses sur les objectifs, la portée et la méthodologie du rassemblement et de la présentation des statistiques industrielles dans les pays africains, en particulier pour ce qui est des enquêtes à entreprendre dans le cadre du Programme mondial d'enquêtes industrielles de base de 1963. Ils ont approuvé les principales recommandations du Colloque ci après:

I. Un ensemble de statistiques de base, annuelles ou plus fréquentes sur la structure et l'activité du secteur industriel est nécessaire aux fins suivantes: planification, évaluation et poursuite du développement économique, évaluation des éléments des comptes nationaux et appréciation des rapports techniques entre les entrées et les sorties et les ressources utilisées et requises dans ce secteur.

II. Les enquêtes entreprises en rapport avec le Programme mondial de 1963 et d'autres enquêtes d'ensemble analogues devraient, en principe, porter sur toutes les unités s'occupant principalement d'opérations d'extraction minière, de transformation industrielle et de production d'électricité et de gaz. L'inclusion des unités de construction devrait être facultative. Il est possible que certains pays africains ne disposent pas encore des moyens et de l'expérience nécessaires pour observer toutes les petites unités industrielles dans les enquêtes qui auront lieu dans le cadre du Programme mondial de 1963.

III. Dans les enquêtes à entreprendre dans le cadre du Programme mondial de 1963, il importe de rassembler et d'exploiter des données sur les caractéristiques, l'emploi, certaines immobilisations, la formation de capital et les entrées et sorties de biens et services dans les établissements industriels, en prévoyant une documentation moindre pour les petites unités que pour les grandes. A cet égard, il a été reconnu que, dans ses recommandations pour les enquêtes à faire dans le cadre du Programme mondial de 1963, la Commission de statistique des Nations Unies avait fixé des objectifs utiles et réalistes que les pays africains pourraient s'efforcer d'atteindre. Autant que possible ces recommandations devront être suivies dans les enquêtes du cadre du Programme de 1963.

IV. Il est moins urgent et plus difficile d'observer toutes les unités industrielles dans les enquêtes annuelles que dans les enquêtes générales et, comme l'a recommandé la Commission de statistique des Nations Unies, les enquêtes annuelles devraient être limitées aux rubriques les plus importantes en matière d'emploi, de formation de capital et d'entrées et sorties de biens et services.

V. Pour les grandes unités industrielles, il importe de faire des enquêtes trimestrielles ou mensuelles sur l'emploi et la production.

VI. Il doit exister dans chaque pays, une classification industrielle type qui serait utilisée pour les statistiques industrielles et autres. Cette classification pourrait s'inspirer de la Classification internationale type par industries, de toutes les branches d'activités économiques.

VII. La méthode du recensement à l'aide d'un répertoire (sur cartes) est très utile pour les grandes unités industrielles, alors que pour les petites, il est préférable d'utiliser le sondage.

VIII. Il faudrait inclure dans la publication des résultats des enquêtes la description du champ de couverture, des concepts, de la classification, des méthodes de rassemblement des données, etc.

95. La Conférence a également recommandé aux gouvernements des pays africains d'effectuer, dans toute la mesure du possible, leurs recensements industriels dans le cadre du Programme mondial d'enquêtes industrielles de base de 1963.

96. Au cours de débats, les participants ont décrit les méthodes utilisées, les expériences faites et les problèmes rencontrés dans des enquêtes industrielles récentes. Ils ont noté que le sondage semblait la meilleure méthode pour rassembler les données statistiques sur les petites unités, mais que les pays africains n'avaient guère l'expérience de cette méthode dans le cas des enquêtes industrielles ou des autres types d'enquêtes économiques. On a estimé qu'il serait utile de réunir un cycle d'étude ou un groupe de travail sur ce sujet.

STATISTIQUE DU COMMERCE

97. La Conférence était saisie des deux rapports ci-après:

a) Rapport du Cycle d'études sur les statistiques du commerce extérieur (E/CN.14/CAS.2-TRAD/L.5) qui s'est tenu à Addis Abéba du 29 novembre au 7 décembre 1961. Ce Cycle d'études devait:

i) examiner l'état des statistiques du commerce extérieur des pays africains, et

ii) examiner le programme de la CEA relatif aux statistiques du commerce extérieur. Le cycle d'études était issu d'une recommandation de la Deuxième Conférence des statisticiens africains (voir rapport de la Deuxième Conférence, paragraphe 91)

b) Rapport du Groupe de travail d'experts des statistiques du commerce extérieur (E/CN.14/CAS.3/TRAD/6) qui s'est réuni à Addis Abéba du 25 au 27 septembre 1963 et qui avait mission de:

- i) passer en revue les travaux récents du secrétariat de la CEA relatifs aux statistiques du commerce extérieur,
- ii) examiner la méthodologie du calcul des indices du commerce extérieur dans les pays africains et,
- iii) examiner la question de la normalisation des unités de mesure utilisées dans les statistiques du commerce extérieur des pays africains.

Ce Groupe de travail était issu d'une recommandation présentée par le Cycle d'études, paragraphe 9)

98. Le Secrétariat a présenté les rapports précités en soulignant les recommandations présentées par le Cycle d'études de 1961 et le Groupe d'experts de 1963.
99. Au sujet de la recommandation du Cycle d'études tendant à l'adoption de la CTCI (révisée) pour l'établissement des statistiques du commerce extérieur des pays africains, des représentants ont fait observer que cette classification convenait pour l'analyse économique mais que les hommes d'affaires, dans les relations commerciales avec l'Afrique, pouvaient trouver un intérêt à ce que dans les accords commerciaux les produits soient classés selon la NDB. Le représentant du Bureau de statistique de l'ONU a rappelé aux participants l'existence d'une concordance entre la CTCI révisée, et la NDB et il a souligné que la CTCI (révisée) avait été conçue pour répondre aux besoins des services douaniers, des entreprises commerciales et des économistes spécialistes de l'analyse. Un des participants a souligné les difficultés que son pays devait résoudre pour passer de la NDB à la CTCI, révisée. On a signalé que bientôt la substitution serait plus facile à opérer car le Bureau de statistique de l'ONU préparait un index détaillé de la CTCI révisée, à paraître avant la fin de 1964.
100. Plusieurs participants ont mentionné la difficulté que les services nationaux de statistique ont à communiquer des données de base sur le commerce extérieur aux organismes interrégionaux et internationaux et les nombreux doubles emplois qui en résultent. On a répondu que ces

doubles emplois allaient disparaître grâce à la création au siège de l'ONU du "Centre international du commerce extérieur" qui est chargé de se procurer les chiffres de base du commerce extérieur auprès de tous les pays, de les exploiter et de fournir aux divers consommateurs, dont les commissions économiques régionales, celles des statistiques dont ils ont besoin. Ce Centre est entré en service et il reçoit les chiffres de certains pays d'Afrique. Avec l'accord du secrétariat de la CEA, d'autres pays seront, d'ici peu, priés de communiquer directement à ce Centre les chiffres de leur commerce extérieur. Les pays d'Afrique qui sont associés à la Communauté économique européenne pourront continuer de communiquer leurs chiffres comme auparavant et le Centre se les procurera directement en s'adressant à l'Office statistique des Communautés Européennes.

101. Un représentant a suggéré que les divers éléments de la valeur à l'importation c'est-à-dire le coût, l'assurance et le frêt soient indiqués séparément dans le commerce des pays africains puisqu'on a besoin de les connaître pour établir la balance des paiements. Certains représentants ont toutefois estimé qu'on pouvait en général plus facilement obtenir les renseignements de ce type, pour établir la balance des paiements, dans les statistiques du contrôle des changes.

102. Les participants à la Conférence ont soulevé diverses questions au sujet des indices du commerce extérieur. On a rappelé que l'ONU avait choisi de prendre l'année 1958 pour année de référence de divers indices y compris ceux du commerce extérieur. Certains ont fait observer qu'il serait difficile aux pays d'Afrique de prendre tous la même année de référence. Au sujet des indices trimestriels et des indices annuels, la Conférence a estimé que l'on pourrait probablement obtenir les indices annuels plus facilement en les calculant directement à partir des données annuelles de base qu'en faisant la moyenne des indices trimestriels. Pour ce qui est du calcul de l'indice de volume et de l'obtention de l'indice de valeur unitaire en partant à la fois de l'indice de valeur et d'indices de volume, comme le Groupe

de travail le recommande au paragraphe 19 de son rapport, la Conférence a jugé que lorsque la couverture de l'indice est trop incomplète il vaut mieux d'abord calculer séparément l'indice de valeur unitaire et tirer ensuite l'indice de volume de l'indice de la valeur courante et de celui de la valeur unitaire. On est fondé à utiliser cette méthode car elle cadre avec l'hypothèse suivante qui est acceptable: Les prix des articles qui ne sont pas directement pris en considération pour le calcul de l'indice sont sujets aux mêmes variations que ceux des articles retenus pour le calcul de l'indice.

ENQUETES SUR LES MENAGES (Y COMPRIS LES ENQUETES SUR LA CONSOMMATION)

103. Pour l'examen de ce point de l'ordre du jour la Conférence était saisie des deux documents ci-dessous:

Rapport du Groupe de travail des enquêtes sur les ménages, qui s'est tenu à Addis-Abéba en décembre 1961 (E/CN.14/130,

Rapport de la Réunion technique africaine ECA/FAO sur les enquêtes de consommation alimentaire, qui s'est tenue à Rabat du 17 au 25 juillet 1963.

Les deux réunions avaient été convoquées dans le cadre du programme de travail approuvé en 1961 par la Deuxième Conférence des statisticiens africains. La réunion sur les enquêtes de consommation alimentaire avait été organisée conjointement par la CEA et par la FAO, conformément à une décision de la Conférence.

Enquêtes sur les ménages

104. L'objectif du Groupe de travail de décembre 1961 était d'examiner quelle était, à l'époque, la situation des enquêtes sur les ménages; de préciser les objectifs et les méthodes de ces enquêtes dans les conditions propres à l'Afrique et d'envisager le développement des programmes d'enquêtes dans le cadre des activités normales des services nationaux de statistiques. Le Groupe a noté que les rapports nationaux étaient encourageants, rendaient compte d'opérations d'une portée et d'une ampleur plus grandes et signalaient le développement des organisations chargées des enquêtes.

105. Les besoins de renseignements pour la planification ont été étudiés sous trois rubriques: les projections à long terme, la préparation des plans et les études de conjoncture. On a estimé que les enquêtes sur les ménages ne s'appliquaient guère aux projections à long terme mais qu'elles étaient d'une grande utilité parce qu'elles fournissaient des données de base pour la préparation des plans et aussi des statistiques courantes pour l'évaluation des progrès réalisés dans l'exécution des plans. Les principaux types d'enquêtes, d'après le sujet et d'après l'objectif, avaient été examinés. Il a été estimé que les enquêtes à objets multiples ne convenaient qu'aux premiers stades du développement des statistiques et que l'objectif général devait être l'élaboration de programmes coordonnés d'enquêtes. La Conférence s'est rangée à cet avis et a noté qu'au Maroc on avait effectué avec succès une vaste enquête à objets multiples. On a souligné l'importance des enquêtes pilotes en tant que programmes préliminaires d'enquêtes.

106. Ayant examiné la place qu'occupent les enquêtes sur les ménages dans une organisation statistique le Groupe avait recommandé le développement progressif d'organisations permanentes d'enquêtes sur le terrain et, dans toute la mesure possible, la normalisation des méthodes et des procédures. La Conférence a approuvé cette recommandation et elle a, en outre, estimé que les plans des enquêtes devaient être établis par les services de statistique. On a noté, toutefois, qu'il serait bon, lorsque le développement serait plus avancé, que des services spécialisés s'occupent de rassembler et d'exploiter des renseignements dans leur propre domaine.

107. Des représentants ont demandé que les deux corrections suivantes soient apportées au texte du rapport: A la première phrase du paragraphe 10 on aurait dû parler des communautés africaines et non des économies africaines et au paragraphe 74 le président du Comité de coordination des enquêtes statistiques du Maroc est le Président du conseil ou l'autorité déléguée par lui.

108. On a souligné l'importance d'une définition appropriée de l'unité à utiliser dans les enquêtes sur les ménages et on a noté que cette unité serait différente selon les caractères observés. La Conférence a noté que l'usage que l'on pouvait faire des réponses aux enquêtes de ménages présentait certaines limitations. Elle a également noté que certaines informations telles que celles relatives au secteur d'activité, au genre d'occupation et à l'âge, pouvaient être moins exactes que celles obtenues par d'autres sources que les enquêtes sur les ménages.

109. Les représentants ont écouté avec intérêt un exposé sur l'organisation des enquêtes sur les ménages en URSS où les résultats obtenus ont un haut degré de fiabilité. La Conférence a noté avec satisfaction que l'INSEE, le Bureau de statistique de l'ONU et le BIT, notamment, ont entrepris de rédiger des manuels d'enquêtes sur les ménages. Ces manuels aideront beaucoup à perfectionner les travaux pratiques se rapportant aux enquêtes. On a fait observer que la préparation d'un manuel par le secrétariat de la CEA a été examinée par la Deuxième Conférence des statisticiens africains, qui a recommandé que le travail soit entrepris mais que le manuel de la CEA traite des besoins et des applications dans le domaine de la planification. De la sorte, on éviterait des doubles emplois et on contribuerait à faciliter l'étude des principes généraux sur lesquels la mise au point des programmes d'enquêtes doit s'appuyer. On a aussi suggéré que l'INSEE envisage de faire paraître un volume supplémentaire de son manuel, où il traiterait de l'analyse des enquêtes.

Enquêtes de consommation alimentaire

110. La réunion technique qui s'est tenue en juillet 1963 faisait partie de la série de réunions régionales organisées pour examiner le projet de programme de la FAO concernant les enquêtes de consommation alimentaire. On a noté qu'un comité spécial examinerait les conclusions de ces réunions en 1964.

111. Le but général du programme de la FAO est d'obtenir la normalisation des méthodes utilisées dans les enquêtes de consommation alimentaire. Les réunions régionales devront étudier l'application de ces

méthodes dans les conditions régionales et assurer une comparabilité des résultats sur le plan international. Les enquêtes de consommation alimentaire sont un moyen important de faciliter l'élaboration de politiques en matière d'alimentation et de nutrition, compte tenu des facteurs économiques et sociaux du moment.

112. La Conférence a brièvement examiné la place des enquêtes de consommation alimentaire dans les programmes nationaux d'enquêtes et l'importance du rassemblement de données sur les autres caractéristiques des ménages, y compris le revenu dont on a besoin pour les projections. La Conférence a estimé que, pour une analyse nutritionnelle satisfaisante, l'observation détaillée des postes de la consommation alimentaire est essentielle et elle a noté les difficultés que l'on a à obtenir une bonne évaluation de certains éléments tels que les pertes et les besoins alimentaires. On a estimé qu'il convenait de distinguer d'une part, les enquêtes de consommation alimentaire très poussées qui peuvent être associées à des enquêtes cliniques et d'autre part, les enquêtes plus vastes sur la situation nutritionnelle qui pourraient être d'un grand intérêt pour l'élaboration des politiques.

113. La Conférence a approuvé les buts du projet de programme de la FAO et chargé le secrétariat d'encourager les gouvernements africains à apporter leur concours, et elle a recommandé que les enquêtes de consommation alimentaire soient étroitement liées aux autres enquêtes. Le représentant de la FAO a remercié le secrétariat d'avoir coopéré à organiser la réunion de Rabat et a exprimé l'espoir que d'autres entreprises communes pourraient encore être organisées à l'avenir.

COMPTABILITE NATIONALE

114. La Conférence était saisie du rapport du Groupe de travail de l'adaptation du système de comptabilité nationale des Nations Unies à l'usage des pays africains (E/CN.14/221) et d'une note de secrétariat intitulée "Système intermédiaire de comptabilité nationale à l'usage des pays africains" ; propositions intéressant les travaux futurs (E/CN.14/CAS.3/17).

115. Un consultant qui a participé à la réunion a expliqué assez en détail l'historique de la proposition relative au système intermédiaire de comptabilité nationale à l'usage des pays africains qui est donné dans le document E/CN.14/221. Dans ce document on explique la "décondensation" et on recommande l'optique de la production, qui est jugée convenir le mieux aux pays africains. On a tenu compte avant tout des exigences de la planification économique. On a prévu un certain nombre de comptes sectoriels d'affectation et un compte ajustement du capital, principalement pour établir une relation avec le SCN, mais il n'est pas recommandé aux pays de construire ces comptes aux premiers stades du développement de leurs statistiques. On a aussi souligné que l'intention était de faire du système intermédiaire un guide général pour les pays africains et que ce système devrait être aménagé au égard aux besoins particuliers de chacun des pays.

116. La Conférence a estimé que dans les pays africains on devait tout d'abord adopter l'optique de la production. Les tableaux détaillés des ressources et des emplois par catégories de biens et de la valeur ajoutée par branches d'activité, qui sont prévus dans le système intermédiaire, ont été jugés utiles et la Conférence a recommandé aux pays de les construire. D'ailleurs, les données de base nécessaires pour construire ces tableaux pourront probablement être plus facilement obtenues que les données dont on a besoin lorsque l'optique est celle du revenu ou de la dépense.

117. La Conférence a longuement discuté de l'optique du revenu et examiné le texte et les tableaux s'y rapportant, particulièrement les tableaux 6, 7, 11 et 12. Elle a noté l'intérêt que présente l'optique du revenu lorsque l'on veut isoler les divers types de flux courants qui vont à la consommation et à la formation de capital et la question connexe de la mobilisation des moyens financiers pour le développement économique. Les comptes d'affectation et le compte capital consolidé, ainsi que le compte reste du monde ont été jugés être d'utiles instruments pour l'analyse économique et l'élaboration des politiques.

On a estimé qu'ils devraient être inclus dans les comptes du système complet. Néanmoins, étant donné les conditions existant dans la plupart des pays africains, on a conclu que ces comptes n'étaient pas aussi urgents que les comptes production. D'ailleurs, les données dont on a besoin pour les construire ne sont pas disponibles au stade actuel du développement des statistiques de nombreux pays.

118. Au cours des débats, on a relevé des imprécisions et des anomalies dans le rapport, mais étant donné leur importance mineure la Conférence a considéré que ce système intermédiaire présenté était un document de travail que l'expérimentation pouvait améliorer. Elle a chargé le secrétariat de mettre au point le rapport, pour supprimer ces imperfections, en consultation avec les consultants et les membres du Groupe de travail. La Conférence a souligné que l'on avait besoin du manuel sur le projet de système intermédiaire, pour mieux définir et mieux expliquer le système.

119. La Conférence a été informée que l'on allait entreprendre un examen approfondi du SCN pour le développer et l'amender en vue de tenir compte des besoins des pays en voie de développement et des pays avancés. On a noté que cet examen exigerait plusieurs années et, pour cette raison, on a estimé que dans l'intervalle les pays africains devraient faire usage du système intermédiaire proposé.

120. En conclusion de ses débats relatifs au système intermédiaire proposé, la Conférence a pris les décisions suivantes:

- I. La Conférence félicite le Secrétaire exécutif de la CEA pour les efforts qu'il a déployés pour répondre aux besoins des pays africains en matière de comptabilité nationale et qui ont abouti au projet de système intermédiaire reproduit dans le rapport du Groupe de travail de l'adaptation du système de comptabilité nationale des Nations Unies à l'usage des pays d'Afrique. La Conférence a recommandé l'adoption de ce rapport, après une mise au point compte tenu des débats qu'elle y a consacrés, pour servir à des essais dans les pays africains et pour constituer le point de départ d'une étude plus approfondie par

le secrétariat. Elle décide de charger le secrétariat de poursuivre dans ce domaine l'étude des difficultés que doivent surmonter les pays pour appliquer le projet de système intermédiaire et de faire rapport à ce sujet à la Quatrième Conférence des statisticiens africains.

II. La Conférence charge le secrétariat de veiller à ce que, dans toute révision du SCN, on tienne dûment compte des recommandations et des résultats des essais d'application du projet de système intermédiaire et à ce que les vues des pays africains, qui, avec les autres pays en voie de développement, forment la majorité des pays entreprenant des travaux sur la comptabilité nationale, soient dûment prises en considération.

III. La Conférence a approuvé la suggestion du secrétariat relative à la préparation d'un manuel explicatif détaillé sur le projet de système intermédiaire de comptabilité nationale, elle a également considéré que les travaux du secrétariat sur le fascicule traitant des comptabilités nationales en Afrique devaient être menés à bien.

IV. La Conférence a également estimé qu'il serait utile de convoquer, aussitôt que possible, un groupe de travail chargé d'étudier l'application du système à l'aide du manuel et d'apprécier les résultats obtenus par les divers pays, qui mettront le système à l'essai.

121. La Conférence a demandé au secrétariat qu'il fasse parvenir aux services statistiques africains les éléments de comparaison réunis à Genève par la CEE sur le système de comptabilité du produit matériel net; et elle a pris note que le représentant de l'URSS s'est déclaré prêt à envoyer au secrétariat, pour qu'il les communique aux divers pays, des documents en anglais et en français traitant de ce système.

122. La Conférence a aussi estimé qu'il serait utile de réunir un groupe de travail des comptes nationaux en prix constants, qui étudierait aussi les indices de prix et de production qui servent pour les évaluation à prix constants.

On a estimé qu'ils devraient être inclus dans les comptes du système complet. Néanmoins, étant donné les conditions existant dans la plupart des pays africains, on a conclu que ces comptes n'étaient pas aussi urgents que les comptes production. D'ailleurs, les données dont on a besoin pour les construire ne sont pas disponibles au stade actuel du développement des statistiques de nombreux pays.

118. Au cours des débats, on a relevé des imprécisions et des anomalies dans le rapport, mais étant donné leur importance mineure la Conférence a considéré que ce système intermédiaire présenté était un document de travail que l'expérimentation pouvait améliorer. Elle a chargé le secrétariat de mettre au point le rapport, pour supprimer ces imperfections, en consultation avec les consultants et les membres du Groupe de travail. La Conférence a souligné que l'on avait besoin du manuel sur le projet de système intermédiaire, pour mieux définir et mieux expliquer le système.

119. La Conférence a été informée que l'on allait entreprendre un examen approfondi du SCN pour le développer et l'amender en vue de tenir compte des besoins des pays en voie de développement et des pays avancés. On a noté que cet examen exigerait plusieurs années et, pour cette raison, on a estimé que dans l'intervalle les pays africains devraient faire usage du système intermédiaire proposé.

120. En conclusion de ses débats relatifs au système intermédiaire proposé, la Conférence a pris les décisions suivantes:

- I. La Conférence félicite le Secrétaire exécutif de la CEA pour les efforts qu'il a déployés pour répondre aux besoins des pays africains en matière de comptabilité nationale et qui ont abouti au projet de système intermédiaire reproduit dans le rapport du Groupe de travail de l'adaptation du système de comptabilité nationale des Nations Unies à l'usage des pays d'Afrique. La Conférence a recommandé l'adoption de ce rapport, après une mise au point compte tenu des débats qu'elle y a consacrés, pour servir à des essais dans les pays africains et pour constituer le point de départ d'une étude plus approfondie par

le secrétariat. Elle décide de charger le secrétariat de poursuivre dans ce domaine l'étude des difficultés que doivent surmonter les pays pour appliquer le projet de système intermédiaire et de faire rapport à ce sujet à la Quatrième Conférence des statisticiens africains.

II. La Conférence charge le secrétariat de veiller à ce que, dans toute révision du SCN, on tienne dûment compte des recommandations et des résultats des essais d'application du projet de système intermédiaire et à ce que les vues des pays africains, qui, avec les autres pays en voie de développement, forment la majorité des pays entreprenant des travaux sur la comptabilité nationale, soient dûment prises en considération.

III. La Conférence a approuvé la suggestion du secrétariat relative à la préparation d'un manuel explicatif détaillé sur le projet de système intermédiaire de comptabilité nationale, elle a également considéré que les travaux du secrétariat sur le fascicule traitant des comptabilités nationales en Afrique devaient être menés à bien.

IV. La Conférence a également estimé qu'il serait utile de convoquer, aussitôt que possible, un groupe de travail chargé d'étudier l'application du système à l'aide du manuel et d'apprécier les résultats obtenus par les divers pays, qui mettront le système à l'essai.

121. La Conférence a demandé au secrétariat qu'il fasse parvenir aux services statistiques africains les éléments de comparaison réunis à Genève par la CEE sur le système de comptabilité du produit matériel net; et elle a pris note que le représentant de l'URSS s'est déclaré prêt à envoyer au secrétariat, pour qu'il les communique aux divers pays, des documents en anglais et en français traitant de ce système.

122. La Conférence a aussi estimé qu'il serait utile de réunir un groupe de travail des comptes nationaux en prix constants, qui étudierait aussi les indices de prix et de production qui servent pour les évaluation à prix constants.

123. Elle a recommandé un effort spécial pour la formation des comptables nationaux, en soulignant que la meilleure formule serait de combiner l'enseignement théorique et pratique. Elle a recommandé que l'on accorde aux statisticiens des bourses qui leur permettent d'étudier la comptabilité nationale à l'étranger.

TRAITEMENT DE L'INFORMATION: LES MOYENS ET LES PROBLEMES

124. La Conférence a examiné les problèmes que pose le traitement de l'information en raison du développement des travaux statistiques dans la plupart des pays africains. Etant donné la rapidité et l'ampleur des progrès de l'équipement électronique et de son utilisation pour le traitement des données statistiques dans d'autres régions au cours des dix dernières années, elle s'est bornée à examiner comment l'équipement électronique pourrait faciliter le développement des statistiques en Afrique.

125. La Conférence a pris note du document E/CN.14/CAS.3/12 que le secrétariat a rédigé sur cette question et dans lequel il signale brièvement l'expérience des bureaux européens de statistique dans l'emploi de l'équipement de traitement électronique de l'information au cours des cinq ou six dernières années et expose les résultats d'une étude qu'il a consacrée au Ghana. Le secrétariat s'était proposé de rassembler des données sur les besoins, pour ce qui est du traitement de l'information, du Bureau central de statistique du Ghana qui est représentatif des bureaux africains de statistique et, à partir de ces données, d'examiner si le travail à effectuer et les conditions générales étaient ou seraient, dans les prochaines années, de nature à justifier un examen approfondi du remplacement du matériel mécanographique classique par un équipement TEI. A la suite d'une suggestion du secrétariat, la Conférence a estimé que les résultats de l'étude relative au Ghana justifiaient amplement d'autres études détaillées et soigneusement préparées dans lesquelles les bureaux africains de statistique examineraient quelles étaient les possibilités d'adopter le TEI pour traiter les données actuelles et les données prévues pour l'avenir. A ce propos, la Conférence a noté

avec satisfaction que certains bureaux de statistique de la région - ceux de Tunisie, du Ghana, de Madagascar, de la Côte-d'Ivoire, de la RAU et de l'Union douanière équatoriale - se sont déjà procuré des ordinateurs ou vont en obtenir. Le Bureau central de statistique du Maroc et celui de la Fédération de Rhodésie et du Nyasaland ont la faculté d'utiliser des ordinateurs installés dans d'autres services de l'Etat.

126. Afin de surmonter les difficultés du recrutement et de la formation de programmeurs et d'analystes de systèmes, que plusieurs délégations ont mentionnées, on a estimé que la CEA devrait examiner la possibilité d'organiser, dans le cadre de ses services consultatifs régionaux, une assistance technique de courte durée dans ces domaines. La Conférence s'est aussi intéressée à une étude des problèmes liés au traitement central et "transféré" de l'information, grâce auquel les petits pays peuvent bénéficier du TEI en s'adressant à un ou plusieurs centres sous-régionaux de calcul.

127. La Conférence s'est inquiétée des retards de nombreux pays dans le transfert des données sur les cartes perforées à partir des documents de base et elle a recommandé que l'étude de la question soit prévue dans toute enquête que le secrétariat consacrerait au traitement de l'information.

128. La Conférence a appuyé une recommandation présentée par l'Ethiopie et tendant à ce que la CEA réunisse le plus tôt possible un groupe d'experts qui serait chargé d'examiner les problèmes du traitement de l'information dans les pays africains de façon plus approfondie et d'élaborer un programme de coopération régionale dans ce domaine. Plusieurs délégations ont suggéré que des représentants de fabricants d'équipement de traitement de l'information se joignent aux membres du groupe d'experts. On a aussi estimé que les pays qui ont pu se procurer des ordinateurs devraient communiquer de temps à autres au secrétariat une description de leur équipement en indiquant les principales applications et en donnant tous autres renseignements pertinents pour que les autres pays puissent en être informés par le moyen des "Informations statistiques" ou des documents préparés à l'intention du groupe de travail envisagé.

PROGRAMME DE TRAVAIL

129. Lorsqu'elle a examiné ce point de l'ordre du jour, la Conférence a noté:

- a) Les projets non achevés et les projets permanents inscrits au programme de travail de la CEA conformément à des recommandations antérieures et, en particulier, les réunions sous-régionales périodiques des chefs des services de statistique et des directeurs des centres de formation, le voyage d'étude organisé en commun par la CEE et la CEA concernant les relations des services de statistique et des organismes de planification (prévu pour 1964), le cycle d'étude des statistiques du logement proposé pour 1965, le manuel des statistiques démographiques africaines, le manuel des comptes nationaux africains, l'établissement d'une liste de coefficients techniques pour la planification et la préparation d'un manuel d'enquêtes sur les ménages.
- b) Les propositions relatives à de nouveaux projets, qui ont été présentées au cours des débats de la Conférence.
- c) La recommandation formulée à sa douzième session par la Commission de statistique de l'ONU et tendant à ce que les organismes régionaux de statistique élaborent des programmes de travail portant sur une période de 5 à 10 années.
- d) Les considérations concernant les moyens et les ressources à la disposition du secrétariat pour mener à bien ses activités.
- e) Les considérations relatives au temps que les statisticiens de la région doivent consacrer à des cycles d'étude, des réunions de groupes d'experts et d'autres réunions régionales.
- f) La création envisagée de deux postes régionaux du BIT en Afrique pour les statistiques de la main-d'oeuvre et du travail.

- g) La création dans la RAU, avec une assistance internationale, d'un institut de recherche et de formation en démographie et d'un centre de traitement électronique de l'information.

130. La Conférence a de nouveau approuvé les projets visés à l'alinéa a) du paragraphe précédent et elle a décidé de recommander, en outre, les projets énumérés ci-après pour les cinq prochaines années.

Formation

131. - Développement des moyens de formation existants de manière à prévoir au moins:
- a) un centre de formation de statisticiens cadres supérieurs de langue anglaise pour la région;
 - b) un centre de formation au niveau moyen pour des stagiaires de langue française en Afrique de l'ouest;
 - c) un centre de formation au niveau moyen pour l'Afrique de l'est;
 - d) une aide aux divers pays pour préparer le personnel à l'entrée dans les centres de formation au niveau moyen, soit en fournissant des enseignants soit en créant un centre itinérant de formation;
 - e) l'affectation de moyens financiers plus importants pour les bourses d'études.

Services consultatifs régionaux

132. La création de trois postes supplémentaires dans le domaine de la comptabilité nationale, de la programmation des travaux statistiques et du traitement de l'information.

Développement des statistiques et planification

133. La convocation d'un groupe de travail de statisticiens et de planificateurs de l'économie (voir para. 57 ci-dessus); l'établissement d'une version révisée du document principal (voir para. 73-75 ci-dessus) et la coordination des travaux ultérieurs (voir para. 76).

Statistiques démographiques

134. La révision et le développement du rapport sur les recensements démographiques en Afrique, sur les méthodes utilisées et les problèmes rencontrés; la préparation d'une étude sur les enquêtes démographiques, la convocation d'un groupe de travail sur les populations nomades et organisation d'un cycle d'étude des enquêtes rétrospectives par sondage sur les faits d'état civil etc... (voir para. 83 ci-dessus).

Statistiques agricoles

135. L'organisation, en coopération avec la FAO d'un cycle d'étude des problèmes relatifs aux statistiques agricoles et d'un voyage d'étude en Afrique de l'ouest consacré aux problèmes relatifs aux statistiques des activités de subsistance et des cultures itinérantes.

Statistiques du travail et statistiques industrielles

136. La convocation, en coopération avec le BIT, d'un cycle d'étude des concepts, des méthodes et des techniques des statistiques du travail dans les conditions existant en Afrique, la préparation d'un rapport sur l'expérience africaine des recensements et des enquêtes industriels effectués dans le cadre du Programme mondial de l'ONU de 1963 et la convocation d'un cycle d'étude de l'emploi des techniques de sondage pour les petits établissements.

Statistiques du commerce extérieur

137. La révision du rapport du Groupe de travail d'experts des statistiques du commerce extérieur et la convocation d'un cycle d'étude des statistiques de la distribution.

Enquêtes sur les ménages

138. La préparation d'un manuel méthodologique concernant l'analyse des enquêtes de consommation alimentaire.

Comptabilité nationale

139. La clarification et le développement du rapport du Groupe de travail d'experts de la comptabilité nationale, au moyen d'un manuel

méthodologique et par la convocation d'un Groupe de travail de la comptabilité nationale et des statistiques du revenu national. La convocation d'un cycle d'étude sur la comptabilité nationale à prix constants et sur les indices de prix, la création de moyens de formation adéquats à l'intention des comptables nationaux (voir para. 120-123)

Traitement de l'information

140. La convocation d'un groupe de travail des problèmes du traitement de l'information, dont le TEI, le développement des moyens et des services de l'atelier mécanographique de la CEA.

Autres travaux

141. La construction d'un tableau récapitulatif plus détaillé concernant les besoins de la région en statisticiens, la préparation d'un programme de l'ONU et des autres organisations dans le domaine statistique, la préparation d'une documentation concernant les publications statistiques de la CEA et de l'Afrique qui sont disponibles.

142. La Conférence a recommandé que dans la mise en oeuvre on s'occupe en priorité des projets relatifs à la formation et des travaux concernant les comptes nationaux et le développement des statistiques qui sont inscrits au programme. Au sujet des réunions, des cycles d'étude et des groupes de travail, la Conférence a adopté l'ordre chronologique suivant:

- a) groupe de travail de la comptabilité nationale et des statistiques du revenu national
- b) groupe de travail de statisticiens et de planificateurs
- c) cycle d'étude des enquêtes rétrospectives par sondage
- d) cycle d'étude des statistiques du travail
- e) groupe de travail des problèmes du traitement de l'information
- f) cycle d'étude des statistiques agricoles
- g) cycle d'étude de l'emploi des techniques du sondage
- h) groupe de travail des populations nomades
- i) cycle d'étude des statistiques de la distribution
- j) cycle d'étude de la comptabilité nationale et des indices de prix.

143. La Conférence a décidé de demander à la Commission et à son Secrétaire exécutif de fournir toute l'aide matérielle et tous les autres moyens nécessaires à l'exécution du présent programme de travail.

QUESTIONS DIVERSES

144. Les participants ont estimé que les services statistiques des administrations nationales pourraient utilement faire l'objet d'un examen plus approfondi, en particulier pour ce qui est de l'organisation et du financement de ces services.

145. Postérieurement à la Première Conférence des statisticiens africains, les services statistiques se sont considérablement développés en Afrique et les participants ont noté que le nombre des représentants africains a beaucoup augmenté. Il restera cependant à concilier les intérêts de ce groupe de plus en plus nombreux avec ceux d'autres groupes qui s'occupent de statistiques.

146. Ils ont regretté que certains pays, probablement pour des raisons financières, ne se soient pas faits représenter à la Conférence. Ils ont suggéré, à cet égard, qu'aux sessions ultérieures, l'Organisation des Nations Unies prenne à sa charge les frais de transport et de subsistance des participants. Il a été signalé toutefois que les comités permanents de la Commission économique pour l'Afrique étaient convoqués selon les mêmes règles que la Commission elle-même et qu'il était impossible de prendre des dispositions budgétaires nouvelles sans modifier les règles fondamentales.

147. Le représentant de la Libye, appuyé par le représentant de la RAU, a proposé que l'arabe soit adopté comme langue de travail de la Conférence et que tous les documents soient traduits dans cette langue. Quelques participants ont approuvé cette proposition et ont décidé de recommander au Secrétaire exécutif de lui donner une suite favorable.

148. Les participants ont favorablement accueilli l'invitation du représentant du Mali à tenir la Quatrième Conférence dans son pays.

ANNEX I - ANNEXE I

LIST OF PARTICIPANTS

LISTE DES PARTICIPANTS

CAMEROUN

M.A. Essomé
Chef, Division Etudes et Statistiques

Mlle Nicole Etienne
Economiste

CONGO (BRAZZAVILLE)

M.J. Van der Reysen
Chef du Service de statistique

CONGO (LEOPOLDVILLE)

M. Adolphe Nzeza
Directeur du Service statistique

M. Antoine Pembele
Chef de Bureau

M. François Paka
Agent technique

COTE-D'IVOIRE/IVORY COAST

M. Kouakou Koko
Administrateur ENSAE

M. Yattien-Amiguet
Administrateur ENSAE

ETHIOPIE/ETHIOPIA

Ato Haptu Eshete
Assistant Minister
Central Statistical Office

Ato Abraham Demere
Assistant Minister
Ministry of Agriculture
Division of Economics and Statistics

Ato Aklilu Betemariam
Director-General
Customs Head Office

Ato Demeke Tewolde
Planning Board Office

Ato Ashenafi Shifferaw
Planning Board Office

M. G.M. Le Hegarat
Administrateur, INSEE

M. J.P. Allier
Administrateur, INSEE

M. G. Denizeau
Conseiller d'ambassade

FRANCE

E/CN.14/255

E/CN.14/CAS.3/22

ANNEX I

Page 2

GHANA

Mr. J.E. Tandoh
Deputy Government Statistician

Mr. T.A. Boye
Senior Statistician

KENYA

Mr. Parmeet Singh
Economist-Statistician

LIBERIA

Mr. Henry W. Yaidoo
Director of Statistics

LIBYE/LIBYA

Mr. Ahmed Felfall
Director, Statistical and
Census Department

Mr. Essayed Taher Suedan
Head, Commercial Statistics

Miss Wadad Hafez Abboud
UNTAO Statistical
Administrative Expert

MADAGASCAR

M. A.L.M. Mullier
Chef du Service de la statistique
et des études socio-économiques

Mme A.M. Racely-James
Adjoint au Chef du Service de la
statistique

MALI

M. Yaya Diakite
Chef du Service de la statistique
générale

MAROC/MOROCCO

M. Mohammed Ben Jeloun
Chef du Service central de statistique

NIGER

M. Innocent Messan
Statisticien

M. Abdel Al-Akel
Expert des Nations Unies

NIGERIA

Mr. E.A. Adewole
Acting Chief Statistician
Federal Office of Statistics

Mr. J.O. Ayegbusi
Statistician

Mr. B. Ramamurti
Expert OPEX

RHODESIA AND NYASALAND/
RHODESIE ET NYASSAIA ND

Mr. C.A.K. Myburgh
Director of Census and Statistics

Mr. E. Osborn
Assistant Director General
Statistical Office

SENEGAL

M. Serigne Lamine Diop
Ingénieur de la statistique

M. Omar Thiew
Ingénieur de la statistique

SIERRA LEONE

Mr. L.A.W. Harding
Statistician

Mr. William George
Statistical Adviser

TUNISIE/ TUNISIA

M. Mustapha Kanoun
Chef du Service des statistiques

M. Chadli Tarifa
Chef du Service des statistiques
démographiques et de l'emploi
Secrétariat d'Etat au Plan et aux
Finances

UGANDA/ OUGANDA

Mr. I.K. Kabanda
Deputy Government Statistician

UNITED ARAB REPUBLIC/
REPUBLIQUE ARABE UNIE

Mr. Ismail Raafat Abdel-Khalek
Controller of Economic Censuses,
Department of Mobilization and
Statistics

UNITED KINGDOM/
ROYAUME UNI

Mr. W.L. Kendall
Government Statistician

ZANZIBAR

Mr. A.G.T. Carter
Deputy Director
East African Statistical Department

Observateurs/Observers

USSR/URSS

Mr. V.I. Maniakin
Chef de Département
Service central de statistique de l'URSS

Mr. S.J. Genin
Chief of Department of USSR
Central Statistical Board

Mr. M.F. Jannakov
Conseiller d'Ambassade

Mr. J. Tarasov
Attaché d'Ambassade

COMMUNAUTÉ ECONOMIQUE EUROPEENNE/
EUROPEAN ECONOMIC COMMUNITY

Mr. Jean Reynier
Chef de Division
Office statistique des Communautés européennes

ORGANISATION AFRICAINE ET MALGACHE
DE COOPERATION ECONOMIQUE

M. Maggatte Fall
Directeur du développement économique

Mlle M.C. Vernotte
Statisticienne

ETATS UNIS D'AMERIQUE/
UNITED STATES OF AMERICA

Mr. A.M. Stillman
Second Secretary, USA Embassy
(Liaison Officer USA)

UNION DOUANIÈRE ÉQUATORIALE/
EQUATORIAL CUSTOMS UNION

M. J. Hossenlopp
Chef du Service de la Statistique
de la Conférence des Chefs d'Etats
de l'Afrique équatoriale

Organisations / Organizations

NATIONS UNIES/UNITED NATIONS

Mr. Abraham Aidenoff
Chief, Price and Financial Statistics
and National Accounts Branch
UN Statistical Office

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR
L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE/
FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION
OF THE UNITED NATIONS

Mr. Subash Mazumdar
Regional Statistician

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL/
INTERNATIONAL LABOUR ORGANIZATION

Mr. H.E. Riley
Chief, Statistical Division

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET
LA CULTURE/UNITED NATIONS
EDUCATIONAL, SCIENTIFIC AND
CULTURAL ORGANIZATION

Mr. Pierre Maes
Regional Adviser

Miss A. Pineda-Espinosa
Statistician

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE/
WORLD HEALTH ORGANIZATION

Mr. Martinus Powel
Regional Adviser
Vital Health Statistics
Regional Office for Africa

Secrétariat/Secretariat

Mr. R.K.A. Gardiner

Secrétaire exécutif/Executive Secretary

Mr. B. El-Tawil

Chef, Division de la Statistique
Chief, Statistics Division

Mr. W.L. Booker

Chef, Section du développement statistique
Chief, Statistical Development Section

Mr. H. Th. Pedersen

Chef, Section des Statistiques économiques
et sociales
Chief, Economic and Social Statistics Section

Mr. B.S. Mahajan

Statisticien/Statistician

Miss K.M. Jupp

Statisticienne/Statistician

Miss P. Culabutan

Statisticienne/Statistician

Mr. N. Chalak

Statisticien/Statistician

Mr. E.S. Abdel-Rahman

Statisticien/Statistician

Mr. J. Gholl

Statisticien/Statistician

Mr. F. Raynal

Statisticien/Statistician

Mr. J. Spykerman

Statisticien/Statistician

Mr. Y. Miura

Statisticien/Statistician

Mr. R. Casimir

Statisticien/Statistician

Mr. I. Bâ

Statisticien/Statistician

ANNEXE II

Ordre du jour

1. Discours d'ouverture
2. Election du Président et des Vice-Présidents
3. Adoption de l'ordre du jour
4. Délibération de la CEA et de la Commission statistique de l'ONU
 - a) questions soulevées par les 4ème et 5ème sessions de la CEA
 - b) questions soulevées par la 12ème session de la Commission statistique de l'ONU
5. Examen général de l'évolution de la statistique et des problèmes connexes
 - a) état de situation, par pays
 - b) installations, services et besoins de formation
 - c) assistance technique fournie par la CEA, le Siège de l'ONU et les Institutions spécialisées, pour contribuer à l'évolution des activités statistiques en Afrique
6. Evolution de la statistique dans ses rapports avec la planification du développement
 - a) Aspects administratifs du problème
 - b) Recommandations sur les programmes d'activités statistiques dans leurs rapports avec la planification du développement
7. Statistiques démographiques
8. Statistiques agricoles
9. Statistiques de la main d'oeuvre et de l'industrie
10. Statistiques du commerce
11. Enquêtes sur les ménages (y compris les enquêtes sur la consommation alimentaire)
12. Comptabilités nationales
13. Elaboration des données statistiques - problèmes qui se posent en Afrique

E/CN.14/255

E/CN.14/S.3/22

ANNEXE II

Page 2

14. Programme de travail pour 1963-65

- a) principes généraux régissant les réunions
- b) réunions à organiser pour 1963-65
- c) autres activités

15. Questions diverses

16. Adoption du rapport.

ANNEX III - ANNEXE III

LIST OF DOCUMENTS

LISTE DE DOCUMENTS

E/CN.14/CAS.3/1

Provisional Agenda

E/CN.14/CAS.3/2

Ordre du jour provisoire

Annotated provisional agenda

E/CN.14/CAS.3/3

Ordre du jour provisoire annoté

Methods and Problems of African Population

Censuses and Surveys, 1955-62

Méthodes et problèmes des recensements de
population en Afrique, 1955-1962

E/CN.14/CAS.3/4

Report of the Meeting of Directors of

Middle-level Statistical Training Centres

Rapport de la réunion des directeurs des
Centres de formation de statisticiens cadres

E/CN.14/CAS.3/5

Basic Labour Statistics

Les principales statistiques du travail

E/CN.14/CAS.3/6

Matters arising from the Twelfth Session of
the Statistical Commission

Questions soulevées par la douzième session
de la Commission de statistique

E/CN.14/CAS.3/7

Technical Assistance to Statistical Development
in Africa

L'Assistance technique et le développement des
statistiques en Afrique

E/CN.14/CAS.3/8

Methods and Problems of civil registration
and vital statistics collection in Africa

E/CN.14/CAS.3/8/Corr.1

Méthodes et problèmes d'inscription et de
rassemblement des statistiques d'état civil
en Afrique

E/CN.14/CAS.3/9

Use of the revised list of basic statistics
for programming statistical development

Liste révisée de statistiques de base pour
servir à la programmation du développement
des statistiques

E/CN.14/CAS.3/10

Matters arising from the fourth and fifth
sessions of ECA

E/CN.14/CAS.3/10/Add.1

Questions découlant des quatrième et cinquième
sessions de la CEA

E/CN.14/CAS.3/11

Summary of Progress Reports

Résumés des rapports de situation

E/CN.14/CAS.3/12

Prospects for Electronic data processing in
Africa

Les perspectives du traitement électronique
de l'information en Afrique

E/CN.14/CAS.3/13

Information for participants

Renseignements pour les participants

E/CN.14/CAS.3/14

Relations between planning bodies and statistics

Relations entre les organismes de planification
et les services de statistique

E/CN.14/CAS.3/15

Report on Statistical Training Centres

Rapport sur les Centres de formation statistique

E/CN.14/CAS.3/16

Report on the Activities of the Statistics

Division since the Second Conference of African
Statisticians

Rapport sur les activités de la Division de
la Statistique depuis la deuxième conférence
des statisticiens africains

| | |
|----------------------|---|
| E/CN.14/CAS.3/17 | An Intermediate System of National Accounts for use in Africa - Proposals for future work Système Intermédiaire de comptabilité nationale à l'usage des pays africains-propositions intéressant les travaux futurs. |
| E/CN.14/CAS.3/18 | Provisional list of documents Liste provisoire des documents |
| E/CN.14/CAS.3/19 | Provisional list of participants Liste provisoire des participants |
| E/CN.14/CAS.3/20 | Statistical Training facilities available in Africa at the University level |
| E/CN.14/CAS.3/21 | Statment by the Executive Secretary of ECA Déclaration du Secrétaire Exécutif de la CEA |
| E/CN.14/CAS.3/BP/3 | Report of the Technical Meeting on Balance of Payments Statistics Rapport de la réunion technique sur les statisti- ques de la balance des paiements |
| E/CN.14/CAS.3/TRAD/6 | Report of the Working Group of Experts on Foreign Trade Statistics Rapport du Groupe de travail d'experts des statistiques du commerce extérieur |
| FAO/ECA* | Report of the Technical Meeting on Food Consumption surveys |
| E/CN.14/120 | Report of the Seminar of External Trade Statistics Rapport du Cycle d'études sur les statistiques du commerce extérieur |

* This document is available at FAO - Rome.
Ce document peut être obtenu à la FAO - Rome

E/CN.14/255

E/CN.14/CAS.3/22

ANNEX III

Page 4

E/CN.14/130

Report of the Working Group on Household
Surveys

Rapport du groupe de travail des enquêtes
sur les ménages

E/CN.14/173

Report on the Industrial Statistics Seminar

Rapport du colloque sur les statistiques
industrielles

E/CN.14/186

Report of the Seminar on Population problems
in Africa

Rapport du Cycle d'étude sur les problèmes
de population en Afrique

E/CN.14/221

Report of the Working Group on the Adaptation
of the United Nations System of National
Accounts for use in Africa

Rapport du Groupe de travail sur l'adaptation
du système de comptabilité nationale des
Nations Unies à l'usage des pays africains.

ANNEXE IV

RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL
DE LA CLASSIFICATION DU PERSONNEL DES SERVICES DE STATISTIQUE

1. Le Groupe de travail de la classification du personnel des services de statistique a reçu pour mandat de donner, si possible, des descriptions correspondantes en anglais et en français des qualifications du personnel des services de statistique des divers niveaux en vue de :

- (a) faciliter la traduction,
- (b) permettre une répartition en groupes comparables en vue du calcul des effectifs des divers niveaux en Afrique.

2. Le Groupe de travail n'a pas découvert d'équivalences exactes dans les deux systèmes appliqués, celui des pays d'expression anglaise et celui des pays d'expression française. Il a estimé toutefois que les équivalences du tableau donné en annexe peuvent convenir aux fins indiquées dans le paragraphe précédent.

3. Ces équivalences et les descriptions des trois principales catégories dans lesquelles ils sont groupés, sont soumis pour adoption à la conférence. La répartition selon les trois catégories a été faite sur la base du travail confié aux membres du personnel des services statistiques:

- I. Conception des travaux
- II. Exécution des travaux
- III. Travaux simples et courants.

PERSONNEL IN STATISTICS DEPARTMENTS

PERSONNEL DES SERVICES DE STATISTIQUE

Classification by level of qualification^{1/}

Classification d'après le niveau de qualifications

I. Professional Statisticians

- (a) Senior Statisticians
- (b) Statisticians

Notes

- (a) Entrance by promotion from (b)

I. Personnel de conception

- (a) Ingénieurs statisticiens-économistes
- (b) Ingénieurs des travaux statistiques

Notes

- (a) Niveau exigé pour se présenter au concours d'entrée: 2 à 4 ans d'études universitaires en mathématiques ou en sciences économiques. Entrée sur titres avec licence en sciences économiques ou licence en mathématiques. Trois années d'études avec examens à la fin de chaque année, la troisième année étant une année de spécialisation par exemple: économétrie, sondage, planification.... Diplôme "d'ingénieur statisticien économiste" correspondant aux diplômes universitaires d'études supérieures (doctorat).

- (b) Diplôme exige: deuxième partie du baccalauréat en mathématiques élémentaires plus un concours d'entrée. Deux années d'études avec examen à la fin de chaque année. Diplôme d'ingénieur des travaux statistiques correspondant administrativement dans le cadre technique de la fonction publique au niveau d'une licence universitaire.

- (b) Entrance requires a University Honours degree or University post-graduate diploma with adequate statistics, or an equivalent qualification in statistics (e.g. Associateship at Honours level of the Institute of Statisticians in the U.K.). Where the degree course covers only elementary statistics, entry would normally be to II (a) below. Post-graduate qualifications in statistics may qualify the candidate for experience credit or enhanced entry point in Statisticians' scale, including promotion to (a)

^{1/} La même formation est donnée dans le Rwanda, le Burundi, le Congo (Léo) et la Somalie, à considérer l'équivalence des diplômes d'études générales délivrés dans ces pays et dans les pays anciennement administrés par la France.

II. Executive class

- (a) Higher Statistical Officers and Statistical Officers (or equivalent grades in other countries).
- (b) Assistant Statistical Officers (or equivalent grade in other countries).

Notes

- (a) Entry is by promotion from (b), or requires a University Pass Degree with statistics or equivalent qualification (e.g. Associateship at Pass level of the Institute of Statisticians in the UK). Higher posts by promotion only.
- (b) Entry requires G.C.E. at a level or equivalent (e.g. Intermediate Examination of the Institute of Statisticians in the UK). In some countries these grades are linked to somewhat lower qualifications as required by the general grading structure of the local civil services.

III. Clerical class

Note

Entry requires the G.C.E. at O level

II. Personnel d'exécution

- (a) Adjoints techniques
- (b) Agents techniques

Notes

- (a) Niveau du baccalauréat première partie avec concours. Une année d'études. Diplôme d'adjoint technique de la statistique.
- (b) Brevet élémentaire exigé plus un concours d'entrée. Une année d'études. Diplôme d'agent technique de la statistique.

III. Commis statisticiens

Note

Niveau de recrutement: école primaire.

ANNEXE V

ALLOCUTION DE BIENVENUE DE S.E. LIDJ ENDALKATCHEW MAKONNEN

MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE DU

GOUVERNEMENT IMPERIAL ETHIOPIEN

A LA SEANCE D'OUVERTURE LE 2 OCTOBRE 1963

Monsieur le Secrétaire exécutif,

Messieurs les Représentants,

Mesdames et Messieurs,

Je suis heureux de déclarer ouverte cette Conférence des statisticiens africains réunie à Addis-Abéba sous les auspices de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique.

Mon premier devoir est de vous souhaiter à tous la bienvenue en Ethiopie et de vous assurer de l'entière coopération du Gouvernement éthiopien, du vif intérêt qu'il porte aux utiles travaux que cette Conférence va exécuter.

Vous êtes réunis dans cette historique Maison de l'Afrique qui, il y a quelques mois à peine, était le siège de la Conférence des Chefs d'Etats africains.

L'atmosphère de cette rencontre historique et l'esprit de la Charte qui fut signée en ces lieux inspireront et guideront, j'en suis sûr, vos travaux comme ils inspireront et guideront les générations futures de notre continent.

L'importance des statistiques pour le progrès de l'Afrique, leur utilité pour le développement et la planification économiques sont trop évidentes pour qu'il soit besoin d'insister.

Notre continent a souffert dans le passé du manque de renseignements et d'informations sur lui-même.

Les informations disponibles ne couvrent souvent que des domaines qui présentent un intérêt particulier pour les tiers et l'essentiel des renseignements et des recherches sur le passé de l'Afrique et ses conditions sociales reste à réunir; c'est aux efforts et à la diligence des chercheurs et des spécialistes africains du continent tout entier qu'il appartient de combler ces lacunes.

Nous avons entrepris de découvrir l'Afrique; les travaux de cette Conférence ne sont qu'une partie de cette grande oeuvre.

Un continent qui n'aurait pas exactement conscience de ses richesses naturelles et de son potentiel humain ne saurait s'avancer à grands pas sur la voie du progrès; c'est donc à des spécialistes comme vous qu'il revient de déterminer et de mesurer ce potentiel pour que vos gouvernements puissent disposer des renseignements et des chiffres exacts qui sont si indispensables au développement et à la planification bien conçus.

En Ethiopie, nous avons pris une pleine conscience de l'importance capitale des statistiques en tant qu'instrument efficace de la planification économique.

Le Bureau central de statistique de l'Ethiopie, créé peu après la Première Conférence des statisticiens africains, a déjà mené dix enquêtes sociales et économiques dans différentes parties de l'Empire et un recensement de la population à Addis-Abéba.

De plus, ce Bureau gère des centres de formation de statisticiens en coopération avec le Centre international de l'Université Hailé Selassie Ier et s'occupe également de la révision et de la normalisation des statistiques éthiopiennes du commerce extérieur.

Telles sont quelques-unes des réalisations de l'année dernière ou d'une période un peu plus longue, ceux à qui elles sont dues peuvent en être justement fiers.

Les efforts de l'Ethiopie et ceux d'autres pays ne seraient ni si pleins de promesses ni si fructueux sans l'assistance technique que nous avons reçue des Nations Unies et de leurs institutions spécialisées.

Nous sommes reconnaissants de cette assistance et nous remercions particulièrement le Secrétaire exécutif et le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique pour leurs services dévoués et efficaces sans lesquels ni cette réunion ni d'autres n'auraient été possibles.

Je suis certain que vous tenez à ce que je remercie les experts statisticiens et autres spécialistes qui ont participé à la préparation de cette conférence et ceux qui ont présenté les rapports et documents que vous aurez à connaître.

Il n'est pas besoin de dire que les travaux statistiques en Afrique exigeront beaucoup d'autres efforts dans les années à venir.

Le programme statistique pour l'avenir doit comprendre des enquêtes plus approfondies dans les domaines sociaux et économiques et des études plus fouillées des incidences et de la réalisation des projets économiques et sociaux. Ceci suppose un nouveau développement des moyens de formation, le concours d'experts plus nombreux et un équipement plus complet aux fins de démonstration et de formation.

Les pays d'Afrique devront, à cet égard, se tourner vers les Nations Unies pour leur demander une large assistance. Mais jamais l'assistance des Nations Unies ne suffira, par elle seule, à résoudre tel ou tel problème; les Nations Unies peuvent et même doivent fournir une assistance, mais il nous appartient d'utiliser à bon escient cette assistance pour pouvoir en retirer le maximum d'avantages compatibles avec les conditions existantes.

En résumé, à la bonne volonté des Nations Unies doivent correspondre nos efforts individuels et collectifs propres pour que les programmes et projets soient efficaces et fructueux. C'est ce fait essentiel qui doit être présent à vos esprits pendant vos délibérations d'Addis-Abéba.

Je souhaite bonne chance à tous et je forme des vœux pour le succès de votre Conférence

ANNEXE VI

DECLARATION DE M. R.K.A. GARDINER, SECRETAIRE EXECUTIF
A LA SEANCE D'OUVERTURE, LE 2 OCTOBRE 1963

Mesdames et Messieurs,

J'ai le plaisir de vous souhaiter la bienvenue à cette
Troisième session de la Conférence des statisticiens, l'un des comités
permanents de la Commission économique pour l'Afrique.

Depuis la Deuxième Conférence, tenue à Tunis en juin 1961, six
pays - Mauritanie, Tanganyika, Rwanda, Burundi, Algérie et Ouganda -
sont venus se joindre aux membres à part entière de la Commission et je
suis particulièrement heureux de voir que certains d'entre eux sont
représentés à cette Conférence, pour la première fois.

Ce n'est pas par hasard si la Conférence des statisticiens
africains a été le premier organe consultatif que cette Commission ait
créé. Le rôle essentiel des statistiques dans la formulation et la
mise en oeuvre des plans de développement économique et social est
universellement reconnu.

La Conférence, je suis heureux de le dire, a déjà tenu un rôle
actif dans la promotion et le développement des services de statistique
des pays africains en fournissant à la Commission et à son secrétariat
des directives pour l'établissement de leur politique et de leurs
programmes de travail dans ce domaine. Le stimulant, donné par la
Conférence à l'expansion et à l'amélioration des activités statistiques
sur le continent apparaît claire dans les rapports de situation transmis
au secrétariat par les bureaux nationaux de statistiques. A la suite
des recommandations adoptées au cours des deux précédentes sessions de
la Conférence, la plupart des pays africains ont établi des programmes
à long terme en vue d'accélérer et de développer méthodiquement leurs
services de statistique. Plusieurs recensements de la population ont

été organisés, la préparation de recensements de l'agriculture et de l'industrie est en cours dans divers pays. Des améliorations sont progressivement apportées aux statistiques du commerce extérieur, de la production courante et des prix ainsi qu'aux statistiques sociales. La réalisation d'enquêtes par sondage dans divers domaines, en particulier l'agriculture et les niveaux de vie des ménages, est à signaler particulièrement.

Parallèlement à cette expansion réjouissante des services de statistique des Etats membres, les travaux statistiques de la Commission ont continué à s'amplifier. Pour qu'elle puisse mener son action plus efficacement, la Section de statistique du secrétariat a été dotée en août 1962 du statut de Division. L'objectif principal de cette Division reste l'assistance aux pays pour porter leurs statistiques à un niveau de développement tel que les techniques de planification du développement deviennent applicables et que l'information statistique puisse servir à la détermination des décisions de principe à prendre dans les domaines économique et social. En conséquence, la Division a conduit de front quatre grandes catégories d'activités, à savoir, les services consultatifs régionaux; une participation active à l'assistance technique des Nations Unies en Afrique; l'organisation d'un mécanisme de consultations avec les bureaux nationaux de statistique sur les normes statistiques, la méthodologie et d'autres questions; enfin, un programme intensif de formation par le moyen des centres régionaux et nationaux, de cycles d'études, de tournées d'études et de placements de boursiers. La Division exécute également un modeste programme de publications pour la diffusion d'informations statistiques ajustées permettant des comparaisons intra-africaines. Un rapport de situation sur toutes ces activités vous a été distribué; vous aurez certainement l'occasion de présenter sur chacune d'elles des observations au cours de vos délibérations. Je vous demanderais pourtant la permission de dire quelques mots des moyens disponibles dans la région pour la formation des statisticiens, l'une des préoccupations essentielles du secrétariat.

Vous connaissez tous l'existence des trois centres régionaux auxquels les Nations Unies ont accordé par l'organe de cette Commission, leurs auspices depuis 1961 en coopération avec les gouvernements de l'Ethiopie, du Ghana et du Cameroun. Les institutions spécialisées des Nations Unies ont pris une part active aux programmes d'enseignement dans ces centres. Les Nations Unies apportent également leur concours aux trois centres nationaux d'Abidjan, de Dar-es-Salaam et de Lagos. Tous ces centres donnent des cours de neuf mois pour la formation d'assistants statisticiens dans la catégorie cadre moyen. Ensemble, ils peuvent recevoir plus de cent stagiaires par an. Dans la catégorie cadre supérieur, la Commission a pris part à l'organisation d'un cours de deux ans pour stagiaires de langue française au centre établi à Rabat par le Gouvernement du Maroc. Les Instituts de statistique récemment ouverts au Caire et à Accra devraient pouvoir fournir des services semblables en arabe et en anglais. Il est peu probable, qu'ensemble, ces trois instituts puissent recevoir chaque année plus de quarante stagiaires d'autres pays du continent.

Je ne donne ces chiffres que pour rappeler que si la formation du personnel statistique a progressé sensiblement depuis deux ans, en particulier pour les catégories autres que la catégorie supérieure, il reste de profondes lacunes à combler. D'après les renseignements qu'il a dégagés des rapports nationaux, le secrétariat estime que d'ici à 1970, les pays africains auraient besoin, pour doter convenablement leurs bureaux de statistique, d'un minimum de 2000 statisticiens cadre moyen et de 750 statisticiens cadre supérieur en plus de ceux qui sont actuellement en activité de service. Pour que cet accroissement soit possible, il faudrait évidemment développer largement les moyens de formation et améliorer, dans son ensemble, le statut des statisticiens. J'espère vivement que vous examinerez avec attention les avis exprimés, dans cet ordre d'idée, à la réunion des Directeurs de centres de formation tenue au début de cette année et aux deux réunions sous-régionales des Chefs des bureaux de statistique tenues à Yaoundé et à Khartoum l'année dernière et que vous présenterez des propositions hardies et réalisables en vue d'intensifier les efforts aux plans national et régional.

Je voudrais maintenant souligner le thème principal choisi pour cette Conférence et approuvé unanimement par la Commission à sa cinquième session en mars dernier, à savoir la relation entre le développement des statistiques d'une part, la planification et la coordination entre organisations responsables, d'autre part. Vous vous souviendrez qu'à sa première session, en septembre 1959, votre Conférence a adopté une liste de statistiques de base destinée à servir de cadre et de référence pour l'établissement des programmes de développement des statistiques au cours des cinq années suivantes. L'emploi de cette liste par divers pays africains, les discussions aux réunions sur des questions statistiques et économiques des quatre dernières années ont permis au secrétariat d'acquérir une expérience directe des relations entre le développement des statistiques et les exigences de la planification dans la région. Cette expérience a été résumée dans deux documents que vous examinerez sous le point 6 de votre ordre du jour provisoire. Je suis certain que vos délibérations sur ce sujet important contribueront à accélérer le développement des statistiques dans vos pays respectifs par l'adaptation de vos matériaux statistiques aux besoins spécifiques des planificateurs et administrateurs du développement en général.

Certes les moyens du secrétariat et de la Commission ne sont pas illimités; ils sont même exploités au maximum à cause de la diversité du programme de travail, diversité qui est particulièrement évidente dans le domaine des statistiques. Que cela ne vous interdise pas d'envisager tous moyens ou toutes nouvelles opérations susceptibles de contribuer à combler les profondes lacunes des services de statistique de vos pays, lacunes qui, sans aucun doute, sont gênantes pour la formulation et la mise en oeuvre des programmes de développement économique et social. La Commission qui doit se réunir à nouveau dans quelques mois, attend de vous des recommandations formelles et précises sur les nombreux problèmes de principe que posent les points inscrits à votre ordre du jour. Je suis certain que l'oeuvre de cette Conférence sera aussi remarquable à cet égard que celle de ses deux devancières.

Je forme des voeux pour le succès de vos délibérations.